

ingang van 1 februari 2022, artikel 3, 4°, heeft uitwerking met ingang van 1 april 2022, artikel 3, 5°, heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2022 en artikel 3, 6°, heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2022.

**Art. 5.** De ministers bevoegd voor het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie zijn, elk wat haar betreft, verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 juni 2023.

De minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie Brussel,

V. GLATIGNY

De minister van Onderwijs,  
C. DESIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45374]

#### 13 JUILLET 2023. — Décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret conjoint a pour objet la création d'un service commun aux deux parties, ci-après dénommé le service du médiateur.

Le présent décret conjoint transpose partiellement la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union en ce qui concerne l'obligation de prévoir un canal externe de signalement.

**Art. 2.** Pour l'application du décret conjoint, l'on entend par :

1° Directive lanceurs d'alerte : la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union;

2° Médiateur : la personne désignée dans le cadre des missions de médiation ainsi que la personne désignée comme autorité compétente dans le cadre des missions d'enquête conformément à la directive lanceurs d'alerte;

3° Service de médiation : le service sous l'autorité du médiateur en tant que personne apte à recevoir et à traiter des réclamations relatives au fonctionnement, aux décisions adoptées par un organisme public et à l'accessibilité des sites et applications d'un organisme public;

4° Service d'enquête : le service sous l'autorité du médiateur en tant qu'autorité compétente pour recevoir et traiter des signalements visés par le chapitre III de la directive lanceurs d'alerte;

5° Réclamation : la communication orale ou écrite d'informations prise en charge par le service de médiation en vertu des articles 14, § 1<sup>er</sup>, ou 16;

6° Signalement : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités prise en charge par le service d'enquête en vertu de l'article 15;

7° RGPD : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE;

8° Réclamant : la personne physique ou morale qui introduit une réclamation en vertu de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, ou de l'article 16;

9° Signaleur ou auteur de signalement : toute personne physique ou morale agissant dans le cadre de l'article 15 et qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des irrégularités qu'elle a obtenues, conformément à la procédure arrêtée par le présent décret dans le cadre de la transposition de la directive lanceurs d'alerte;

10° Membre du personnel : le membre du personnel statutaire ou engagé dans les liens d'un contrat de travail au sein d'un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

11° Stagiaire : la personne qui, sans être membre du personnel au sens du 10°, effectue un stage au sein d'un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

12° Ancien membre du personnel : la personne visée au 10° qui n'est plus en service;

13° Arrêtés transposant la Directive lanceurs d'alerte, adoptés par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française : dispositions réglementaires prises en Région wallonne et en Communauté française en vue d'introduire une procédure de signalement interne transposant la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union;

14° Contexte professionnel : les activités professionnelles passées ou présentes au sein d'un service ou d'un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ou réalisées en relation avec un service ou un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, par lesquelles, indépendamment de la nature de ces activités, des personnes obtiennent des informations sur des irrégularités et dans le cadre desquelles ces personnes pourraient faire l'objet de représailles si elles signalaient de telles informations.

**Art. 3.** Le service du médiateur est créé auprès des Parlements de la Communauté française et de la Région wallonne, ci-après dénommés « les Parlements ».

Ce service, dont le siège central se situe à Namur, est dirigé par le médiateur.

CHAPITRE 2. — *Nomination et fin de fonction du médiateur*

**Art. 4.** Le médiateur est nommé par les Parlements pour une période de six ans, renouvelable une fois.

Le médiateur prête, entre les mains des Présidents des Parlements, le serment suivant : « Je jure de m'acquitter des devoirs attachés à mes fonctions en toute conscience et en toute impartialité. ».

A sa première nomination, le médiateur accomplit une période d'essai d'un an à compter du jour où l'intéressé assume effectivement ses fonctions.

Au plus tard quarante-cinq jours avant l'expiration de cette période d'essai, les Parlements évaluent le médiateur. Faute d'évaluation à ce moment, l'évaluation est réputée favorable.

Au plus tard nonante jours avant l'expiration du mandat, les Parlements évaluent le médiateur. En cas d'évaluation favorable, son mandat peut être renouvelé par les Parlements une fois pour une période de six ans. Faute d'évaluation nonante jours avant l'expiration du mandat, l'évaluation est réputée favorable.

Les Parlements fixent par un règlement, la procédure de nomination comportant un appel public aux candidatures approuvé par les Parlements avant d'être publié au *Moniteur belge*, une évaluation objectivée des compétences par un jury impartial et une audition des candidats par les Parlements. Ce règlement fixe les procédures d'évaluation du médiateur, ainsi que les procédures de révocation et les situations d'empêchement du médiateur. En outre il prévoit les modalités de rapport sur l'exercice des missions du service d'enquête prévue à l'article 11, § 2.

**Art. 5.** Pour être nommé, le médiateur doit :

1° être Belge ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne;

2° être d'une conduite irréprochable pour l'exercice de sa fonction et jouir des droits civils et politiques;

3° a) soit exercer une fonction de niveau 1 ou A ou équivalent au sein des services de l'État fédéral, des Gouvernements et des Parlements de la Communauté française et de la Région wallonne, des Collèges de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune ainsi que des personnes morales de droit public qui en dépendent ou être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou à un métier de niveau A et justifier, dans les deux cas, d'une expérience utile d'au moins cinq ans dans le secteur public ou privé;

b) soit être détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et justifier d'une expérience utile d'au moins dix ans dans le secteur public ou privé.

**Art. 6.** Pendant la durée de son mandat, le médiateur ne peut être :

1° magistrat, notaire ou huissier de justice;

2° avocat;

3° ministre d'un culte reconnu ou délégué d'une organisation reconnue par la loi qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;

4° titulaire d'un mandat public conféré par élection;

5° titulaire d'un emploi rémunéré dans les services publics régionaux ou communautaires ou d'un mandat public conféré par la Région wallonne, la Communauté française;

6° membre du personnel des forces armées;

7° administrateur public;

8° titulaire d'une fonction qui puisse compromettre le bon exercice de sa mission ou porter atteinte à son indépendance, son impartialité ou la dignité de ses fonctions.

Les articles 1<sup>er</sup>, 6, 10, 11 et 12 de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics sont applicables au membre du personnel des services publics, s'il échet et moyennant les adaptations nécessaires, nommé en qualité de médiateur.

**Art. 7.** Lorsqu'ils constatent que le médiateur est empêché, pour quelque raison que ce soit, les Parlements nomment, pour la durée de l'empêchement, un médiateur suppléant parmi les membres du personnel du service visé à l'article 12, § 2, et répondant aux conditions prévues aux articles 5 et 6.

L'empêchement est une situation qui place le médiateur dans l'impossibilité, définitive ou temporaire, d'exercer ses fonctions et qui est constatée par décision des Parlements.

Le médiateur suppléant remplace le médiateur dans l'exercice de ses fonctions. Il a les mêmes droits et devoirs que le médiateur.

Dès l'instant où les Parlements constatent la fin de l'empêchement, le médiateur suppléant réintègre sa fonction antérieure.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les Parlements peuvent mettre fin aux fonctions du médiateur :

1° à sa demande;

2° lorsqu'il a atteint l'âge légal de l'accès à la pension;

3° lorsque son état de santé compromet gravement et de façon irréversible l'exercice de ses fonctions;

4° lorsqu'il ne remplit plus les conditions prévues à l'article 5.

Sans préjudice de l'adoption de mesures administratives conservatoires que constituent les suspensions provisoires des fonctions et du traitement, les Parlements peuvent révoquer le médiateur :

1° s'il accepte une des fonctions ou un des mandats visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> ;

2° pour des motifs graves.

§ 2. Sauf lorsque le mandat du médiateur prend fin à sa demande, lorsqu'il a atteint l'âge légal de la pension ou lorsqu'il est révoqué, le médiateur dont le mandat prend fin bénéficie d'une indemnité de départ calculée à raison d'un mois de traitement par année d'exercice du mandat pour autant qu'il ne bénéficie d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le revenu d'intégration sociale accordé par un Centre public d'Aide sociale ne sont pas considérés comme des revenus de remplacement.

L'indemnité est liquidée mensuellement.

Par dérogation, le médiateur dont le mandat prend fin à l'issue de la période d'essai visée à l'article 4, alinéa 3, bénéficie d'une indemnité de départ équivalente à trois mois de traitement.

§ 3. Les Parlements nomment un nouveau médiateur selon les dispositions de l'article 4, au plus tard, six mois à dater de la vacance de la fonction, les mois de juillet et d'août n'entrant pas en ligne de compte dans le calcul de ce délai.

#### CHAPITRE 3. — *Fonctionnement du service du médiateur*

**Art. 9.** Les règles régissant le statut pécuniaire des conseillers de la Cour des comptes, contenues dans la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes, sont applicables au médiateur.

**Art. 10.** Le médiateur veille, dans l'organisation et le fonctionnement de ses services, à ce que ses missions, confiées au service de médiation et au service d'enquête, n'interfèrent pas l'une avec l'autre.

Dès qu'il constate un conflit d'intérêts dans l'accomplissement de ses deux missions, il avertit les Parlements. Si les Parlements confirment la présence ou le risque d'un conflit d'intérêts, un médiateur suppléant peut être, dans les meilleurs délais, nommé temporairement conformément à l'article 7. Il remplace le médiateur dans la gestion du dossier source du conflit d'intérêts dans une des deux missions le temps nécessaire à la finalisation de ce dossier.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite de ses attributions, le médiateur est indépendant et autonome. Il ne peut être relevé de sa charge, en raison d'actes qu'il accomplit ou d'opinions qu'il émet dans le cadre de ses fonctions, sauf dans les cas visés à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et pour autant qu'ils ne contreviennent pas aux principes fondamentaux visés notamment par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

§ 2. Un rapport relatif à l'exercice des missions du service d'enquête est établi au moins tous les trois ans, selon les modalités définies dans le règlement visé à l'article 4.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les crédits nécessaires au fonctionnement du service du médiateur sont inscrits au budget des dépenses des Parlements selon une répartition fixée dans le règlement spécifique du médiateur visé à l'article 4.

Le médiateur présente ses comptes au contrôle de la Cour des comptes.

Le médiateur communique aux Parlements son projet de budget et ses comptes, ainsi que les remarques de la Cour des comptes.

§ 2. Le médiateur nomme, révoque et dirige les membres du personnel qui l'assistent dans l'exercice de ses fonctions.

La procédure de nomination et de révocation des membres du personnel, ainsi que les modalités d'appel public aux candidatures et d'évaluation objectivée des compétences par un jury externe lors de la procédure de sélection, sont précisées dans le statut du personnel.

Le statut et le cadre du personnel sont arrêtés par les Parlements sur proposition du médiateur. Ce cadre prévoit au moins un agent ayant une connaissance approfondie de la langue allemande pour assister le médiateur dans l'examen des réclamations introduites dans cette langue. Le statut prévoit la possibilité de mobilité des membres du personnel entre les services du médiateur et les administrations de la Communauté française et de la Région wallonne.

Les membres du personnel bénéficient d'une formation continue, dont le contenu et les modalités sont fixés dans le statut du personnel.

Le médiateur peut se faire assister par des experts.

#### CHAPITRE 4. — *Compétence du médiateur*

**Art. 13.** Le médiateur a pour missions d'examiner les signalements et les réclamations à l'encontre du fonctionnement des services et organismes publics suivants :

1° pour les signalements visés à l'article 15 :

a) les services du Gouvernement de la Région wallonne;

b) les services du Gouvernement de la Communauté française;

c) les organismes auxquels est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne et auxquels est applicable le Code wallon de la Fonction publique;

d) la RTBF;

e) Wallonie Bruxelles Enseignement;

f) l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

g) l'Institut de Formation en cours de carrière;

h) l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

i) l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

j) le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel;

k) Wallonie-Bruxelles International;

l) l'École d'administration publique;

m) l'Office francophone de la Formation en alternance;

n) la Commission wallonne pour l'Énergie;

2° pour les réclamations visées à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 16 :

a) les services et organismes publics visés au 1°, a) à m);

b) les autorités administratives de la Région wallonne visées à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

c) les organismes qui exercent des missions de service public, ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dotés de la personnalité juridique et dont soit :

i) l'activité est financée majoritairement à plus de 50% par au moins la Région wallonne, la Communauté française ou un organisme public visé au 1°;

ii) la gestion est soumise au contrôle d'au moins la Région wallonne, la Communauté française ou un organisme public visé au 1°;

iii) l'organe d'administration ou de direction est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par au moins la Région wallonne, la Communauté française ou un organisme public visé au 1°;

d) les associations formées par au moins un service ou organisme public visé au 2°, a), b) et c), dans la mesure où elles exercent des missions de service public ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial;

3° pour l'enquête et le rapport visés à l'article 14, § 2, ainsi que l'initiative du médiateur visée à l'article 14, § 3, les services et organismes publics visés au 2°, a) et b).

Le membre du personnel du service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne peut effectuer un signalement en interne auprès de ce médiateur en application des dispositions de ce décret. Si le membre du personnel estime que le signalement ne peut être traité efficacement en interne ou qu'il existe un risque de représailles, le membre du personnel adresse son signalement au service de médiation de son choix, établi par une loi, un décret ou une ordonnance et désigné sur la base d'un accord de coopération entre la Chambre des représentants et les Parlements des Communauté et des Régions, en tant que point de contact externe. Le traitement du signalement est assuré par un collège d'ombudsmans institués par une loi, un décret ou une ordonnance. L'accord de coopération fixe la composition et les principes de fonctionnement de ce collège.

De la même manière, si le membre du personnel du Greffe du Parlement de la Communauté française ou du Parlement wallon estime que le signalement ne peut être traité efficacement en interne ou qu'il existe un risque de représailles, le membre du personnel adresse son signalement au service de médiation de son choix, établi par une loi, un décret ou une ordonnance et désigné sur la base d'un accord de coopération entre la Chambre des représentants et les Parlements des Communauté et des Régions, en tant que point de contact externe. Le traitement du signalement est assuré par un collège d'ombudsmans institués par une loi, un décret ou une ordonnance. L'accord de coopération fixe la composition et les principes de fonctionnement de ce collège.

Le médiateur ne reçoit pas les réclamations à l'encontre des organismes publics visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si ceux-ci bénéficient, par la loi ou le décret, de leur propre médiateur ou d'une institution chargée d'une compétence de médiation dans un domaine spécifique, pour ledit domaine.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne physique ou morale estimant, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'un service ou un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'il doit assurer, peut introduire sans frais une réclamation auprès du médiateur concernant le fonctionnement du service ou de l'organisme public ou une décision prise par ce service ou cet organisme public.

Le médiateur peut exercer, à titre gratuit, cette mission à l'égard des services des pouvoirs subordonnés, ayant conclu avec son service une convention et lui octroyant formellement cette mission. Dans ce cas, un règlement confiant la mission au médiateur commun est adopté le cas échéant par le conseil communal, le conseil provincial ou le conseil de l'action sociale. Dans le cadre de la médiation intercommunale prévue à l'article L1533-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la rémunération du service est déterminée sur la base des coûts réels des interventions du médiateur.

§ 2. Le médiateur peut, à la demande du Parlement d'une entité fédérée pour les services et organismes publics relevant de la même entité ou à la demande des Parlements pour les organismes publics conjoints, mener une enquête et établir un rapport sur le fonctionnement d'un service d'un organisme public, visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, dans ses relations avec les usagers.

§ 3. S'il a connaissance d'un dysfonctionnement manifeste dans le fonctionnement d'un service ou d'un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et que ce dysfonctionnement relève de l'exercice de ses missions, le médiateur peut traiter ce dysfonctionnement et établir un rapport, alors même qu'il n'aurait pas été saisi d'une réclamation à ce sujet.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Un signalement relatif à une irrégularité constatée ou suspectée dans le chef d'un organisme public, visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, peut être introduite, auprès du médiateur par :

1° la personne ou le service désigné par l'organisme public, visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, pour assurer le signalement interne tel que visé par la directive lanceurs d'alerte;

2° le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel d'un organisme public, visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, qui peut introduire directement son signalement auprès du médiateur et notamment dans les hypothèses suivantes :

a) aucune mesure appropriée n'a été prise en réponse à son signalement dans un délai de trois mois ou de six mois au maximum si ce délai a été prolongé à compter de l'information de la personne ou du service visé au 1°;

b) il peut craindre, en raison de l'objet de l'irrégularité constatée ou suspectée ou de la qualité de la personne suspectée d'avoir commis une irrégularité, qu'informer la personne ou le service visé au 1°, risquerait de compromettre l'efficacité de la procédure;

c) il est désigné pour assurer le signalement interne ou aucune personne ou service n'a été désigné pour l'organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

3° toute personne physique, non visée aux 1° et 2°, ou morale estimant avoir constaté, dans un contexte professionnel, une irrégularité commise par un organe ou par un membre du personnel d'un service ou d'un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°. L'irrégularité faisant l'objet du signalement doit avoir été commise endéans les dix ans précédant le signalement.

Concernant le 2°, le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui signale une irrégularité de bonne foi, c'est-à-dire s'il a des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sont fondées et révélatrices d'une irrégularité suspectée et qu'elles entrent dans le champ d'application du présent décret bénéficié de la protection accordée à l'auteur de signalement en vertu des arrêtés transposant la directive lanceurs d'alerte, adoptés par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française. La protection est également accordée, dans les mêmes conditions, à la personne qui aide l'auteur du signalement ou qui est associée à l'instruction ainsi qu'en cas de divulgation publique conformément aux prescrits de ces arrêtés.

Les signalements anonymes d'irrégularité constatée ou suspectée ne sont pas pris en compte.

§ 2. Il y a lieu d'entendre par irrégularité constatée ou suspectée :

a) l'exécution ou l'omission d'un acte par un membre du personnel dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou par un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public, visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, portant atteinte ou constituant une menace pour les intérêts au sens large de la Région wallonne et de la Communauté française ou pour l'intérêt public et qui :

– constitue une violation d'une norme européenne directement applicable, d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une circulaire, d'une règle interne ou d'une procédure interne, ou

– implique un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement;

b) le fait pour un membre du personnel dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou pour un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public, d'avoir sciemment ordonné ou conseillé de commettre une irrégularité telle que visée au a).

N'est pas visée par l'alinéa premier, l'exécution ou l'omission d'un acte qui affecte exclusivement les droits individuels d'un membre du personnel et pour lequel existent d'autres canaux ou procédures de signalement, notamment :

a) le harcèlement moral, la violence au travail et le harcèlement sexuel au travail à l'égard des personnes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

b) la discrimination fondée sur :

– l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale au sens de l'article 3, 1<sup>o</sup>, du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et de l'article 2 du décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

– le sexe, la grossesse, l'accouchement ou la maternité au sens de l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et de l'article 2 du décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

– la nationalité, la race présumée, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique au sens de l'article 3, 1<sup>o</sup>, du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et de l'article 2 du décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

§ 3. Le présent article ne s'applique pas :

1<sup>o</sup> au domaine de la sécurité nationale sauf en ce qui concerne les signalements d'irrégularité portant sur des règles relatives aux marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité dans la mesure où ces règles sont régies par la directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE;

2<sup>o</sup> aux informations classifiées;

3<sup>o</sup> aux informations couvertes par le secret professionnel des avocats ou par le secret médical;

4<sup>o</sup> aux informations couvertes par le secret des délibérations judiciaires;

5<sup>o</sup> aux règles en matière de procédure pénale.

Ces informations restent régies par les dispositions pertinentes en droit de l'Union ou en droit national.

**Art. 16.** Toute personne physique ou morale estimant qu'un site ou une application mobile d'un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ne répond pas aux réglementations prises en vertu de la directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public peut introduire une réclamation auprès du médiateur.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le médiateur peut refuser de traiter une réclamation lorsque :

1<sup>o</sup> elle est manifestement non fondée ou mineure;

2<sup>o</sup> une réclamation identique pour les mêmes faits et entre les mêmes parties concernées a déjà été déposée;

3<sup>o</sup> la réclamation se rapporte à des faits qui se sont produits plus d'un an avant l'introduction de la demande, sans qu'il soit tenu compte du délai nécessaire pour exercer un recours judiciaire ou administratif;

4<sup>o</sup> lorsque le réclamant n'a manifestement accompli aucune démarche auprès de l'organisme public visé à l'article 13, 2<sup>o</sup>, pour obtenir satisfaction;

5<sup>o</sup> elle concerne des matières pour lesquelles une procédure pénale est en cours.

§ 2. Une réclamation est irrecevable si :

1<sup>o</sup> l'identité du réclamant est inconnue;

2<sup>o</sup> le médiateur est incompétent;

3<sup>o</sup> elle porte sur un différend entre un organisme public visé à l'article 13, 2<sup>o</sup>, et un membre de son personnel relatif à l'exercice de ses fonctions.

§ 3. Lorsque la réclamation a trait à un organisme public visé à l'article 13, 2<sup>o</sup>, qui dispose de son propre médiateur ou de sa propre institution chargée par la loi ou le décret d'une compétence de médiation dans un domaine spécifique, le médiateur la transmet à ce dernier dans le mois qui suit le dépôt de la réclamation.

§ 4. Le médiateur peut poursuivre l'examen d'une réclamation lorsque l'acte ou les faits font l'objet d'un recours devant une autorité administrative ou devant une juridiction judiciaire ou administrative. L'organisme public avertit le médiateur du recours introduit.

Sauf disposition spécifique contraire et sans préjudice de l'article 19, alinéa 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'introduction et l'examen de la réclamation ne suspendent ni n'interrompent les délais de recours ou de prescription.

CHAPITRE 5. — *Procédure et pouvoir du médiateur*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre d'une réclamation, le médiateur s'efforce de concilier les points de vue du réclamant et de l'organisme public ou service concerné.

§ 2. Dans le cadre d'un signalement, le médiateur reçoit les informations et enquête sur la violation. Pendant l'intégralité de la procédure relative à ce signalement, le médiateur veille à la confidentialité de l'identité du signaleur, des personnes qui aident l'auteur du signalement, des personnes associées à l'instruction, des personnes concernées par l'instruction et, le cas échéant, de tout autre tiers mentionné dans le signalement. Cela s'applique également à toute autre information à partir de laquelle l'identité des personnes précitées peut être directement ou indirectement déduite.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'identité de l'auteur de signalement, des personnes associées à l'instruction, des personnes concernées par l'instruction ou de tout tiers mentionné dans le signalement, et toute autre information à partir de laquelle cette identité peut être directement ou indirectement déduite, peut être divulguée :

1° si la personne autorise expressément sa divulgation;

2° en application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle;

3° si cela apparaît nécessaire et proportionné, dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités compétentes en matière de recherche d'infractions ou dans le cadre de procédures judiciaires, en vue de sauvegarder les droits de la défense des personnes concernées.

Lorsque, en application de l'alinéa 2, l'identité d'une personne, ou toute autre information à partir de laquelle cette identité peut être directement ou indirectement déduite, peut être divulguée, le médiateur en informe, au préalable, la personne visée par la divulgation et lui transmet les motifs justifiant cette divulgation, à moins que cette information préalable ne risque de compromettre les enquêtes ou les procédures judiciaires en cours.

Toute personne qui n'est pas autorisée, en vertu du présent décret, à prendre connaissance d'un document écrit, ou des informations qu'il contient, relatif à un signalement effectué en vertu du présent décret, et qui reçoit néanmoins un tel document ou de telles informations, est soumise au même devoir de confidentialité.

Conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le signaleur bénéficie de la protection et de l'assistance prévues en vertu des arrêtés transposant la Directive lanceurs d'alerte, adoptés par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française. La protection est également accordée, dans les mêmes conditions, à la personne qui aide l'auteur du signalement ou qui est associée à l'instruction.

**Art. 19.** La réclamation ou le signalement est introduit en langue française, par écrit ou oralement, au siège de l'institution du médiateur ou dans les lieux où le médiateur assure une présence de son service. Il peut être introduit en langue allemande pour les compétences qui relèvent de la Région wallonne.

Le médiateur accuse réception au réclamant ou au signaleur dans les sept jours suivant sa réception.

**Art. 20.** Le médiateur informe le réclamant ou le signaleur par écrit, dans le mois de l'accusé de réception, de sa décision de traiter sa réclamation ou son signalement. Le refus est motivé.

Le médiateur informe l'organisme public de la réclamation ou du signalement qu'il compte instruire, sauf si cette information risque de compromettre l'intégrité de l'enquête dans le cas d'un signalement. Conformément à l'article 18, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le médiateur veille à la confidentialité de l'identité du signaleur, des personnes qui aident l'auteur du signalement et des personnes associées à l'instruction, à l'exception des cas prévus à l'article 18, § 2, alinéa 2.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le médiateur peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées en vue de l'accomplissement de l'exercice de ses missions.

Le médiateur peut imposer des délais impératifs de réponse aux organismes publics auxquels il adresse des questions.

§ 2. L'article 458 du Code pénal est applicable au médiateur, à son personnel et aux experts qui l'assistent.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont la communication est nécessaire au bon accomplissement de ses missions ne peut être opposé au médiateur, sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État, de politique extérieure et sauf le secret des communications entre les avocats et leurs clients et le secret médical.

§ 3. Avant toute divulgation d'informations en sa possession, le médiateur évalue l'opportunité et la nécessité de celle-ci, en mettant les intérêts en présence en balance.

Le médiateur se conforme aux limitations prévues dans les dispositions décrétales définissant les conditions de communication en matière de secret des délibérations du Gouvernement et de publicité de l'administration.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'un signalement, après avoir reçu les documents et renseignements qu'il estime nécessaires, si le médiateur dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure à l'existence d'une irrégularité commise par un membre du personnel ou un organe d'un organisme public visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, il donne la possibilité à la personne ou à l'organe suspecté de faire valoir utilement ses arguments sur les faits reprochés, lors d'une audition ou par le biais d'une note d'observations. Il veille, à ce stade, à garantir la confidentialité de l'identité de cette personne ou de cet organe. Cela s'applique également à toute autre information à partir de laquelle l'identité des personnes précitées peut être directement ou indirectement déduite.

S'il constate une irrégularité, même sans lien avec le signalement originel, il en avertit l'organisme public.

§ 2. Lorsque le manquement ou l'irrégularité constaté est une infraction pénale justifiant une information du Procureur du Roi, conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle, le paragraphe 1<sup>er</sup> n'est pas d'application tant que le Procureur du Roi n'a pas classé l'infraction sans suite.

En cas d'information ou d'instruction judiciaire concernant un signalement, le médiateur suspend le traitement du signalement jusqu'à la clôture de l'information ou de l'instruction.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Sauf si sa mission a été suspendue, le médiateur établit un rapport dans les trois mois de sa saisine.

Ce rapport comporte sa décision :

1° de constater l'absence ou l'existence d'un manquement ou d'une irrégularité;

2° d'adresser au mandataire de l'organisme public et au ministre responsable concernés toute recommandation et, le cas échéant, toute proposition tendant à régler la difficulté ou le différend ou à améliorer le fonctionnement de l'organisme public;

3° s'il constate, dans le cadre d'une réclamation, que l'application de dispositions législatives, décrétales ou réglementaires aboutit à une iniquité, d'adresser toute recommandation à l'organisme public concerné pour permettre de régler en équité la situation du réclamant, de proposer à l'organisme public toute mesure qu'il estime de nature à y remédier, sans toutefois porter préjudice à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et de suggérer les modifications qu'il lui paraît opportun d'apporter à des textes législatifs, décrets ou réglementaires ; il informe concomitamment le ministre responsable de ses constats;

4° le cas échéant, dans le cadre d'un signalement, de proposer toute mesure à l'organisme public y compris éventuellement d'initier une procédure disciplinaire ou de licenciement à l'encontre du membre du personnel ayant commis une irrégularité;

5° pour les signalements, s'il est établi que l'auteur a sciemment signalé ou divulgué publiquement de fausses informations, de proposer à l'organisme public toute mesure de sanction proportionnée et dissuasive qui lui semblera opportune ainsi que, le cas échéant, des mesures d'indemnisation pour les dommages en résultant.

§ 2. Pour les signalements, en cas d'urgence appréciée dans les cinq jours de la saisine du médiateur, le délai, dans lequel le rapport visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est établi, est réduit à un mois.

Le médiateur, s'il rejette l'urgence invoquée par le réclamant, motive sa décision.

§ 3. Par décision motivée, pour les signalements, le médiateur peut prolonger le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup> pour une durée de trois mois, renouvelable.

Le délai ne peut être prolongé qu'une seule fois pour les signalements.

§ 4. Le rapport est communiqué à l'organisme public et, lorsque la situation le nécessite, au ministre responsable.

Le médiateur informe le réclamant ou le signaleur et, le cas échéant, la personne, le service ou l'organisme visé à l'article 13, des suites réservées à la réclamation ou au signalement dans le mois qui suit la communication du rapport.

**Art. 24.** Le médiateur ne peut remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle mais a la faculté de faire des recommandations à l'organisme public concerné.

Il peut, en outre, en cas d'inexécution d'une décision de justice passée en force de chose jugée, interpellier l'organisme public concerné pour l'inviter à s'y conformer dans un délai qu'il fixe. Si cette interpellation n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial, publié sur le site internet du médiateur et au *Moniteur belge*.

**Art. 25.** Dans le cadre des réclamations qu'il traite, le médiateur est informé de la suite donnée à ses interventions. Si un organisme public estime ne pas devoir tenir compte d'une recommandation formulée par le médiateur, il lui adresse une réponse motivée.

À défaut de réponse satisfaisante dans le délai qu'il a fixé, le médiateur peut rendre publiques ses constatations et ses recommandations. L'organisme public concerné peut rendre publique sa réponse et, le cas échéant, la décision prise à la suite au rapport du médiateur.

L'organisme public tient le réclamant périodiquement informé des suites réservées à sa réclamation.

**Art. 26.** En vue d'assurer le respect des dispositions relatives à la protection de la vie privée, le médiateur veille à ce qu'aucune mention permettant l'identification des personnes dont l'identité lui aurait été révélée dans le cadre du traitement d'une réclamation ou d'un signalement ne soit faite dans les documents et rapports transmis et publiés sous son autorité.

À l'exception des cas prévus à l'article 18, § 2, alinéa 2, l'identité des réclamants ou des signaleurs, des personnes qui aident l'auteur du signalement et des personnes associées à l'instruction n'est pas mentionnée dans les documents et rapports transmis et publiés, à l'exception de l'identité des membres du personnel ayant commis un manquement ou une irrégularité dans le rapport transmis au mandataire de l'organisme public. Cela s'applique également à toute autre information à partir de laquelle l'identité des personnes précitées peut être directement ou indirectement déduite.

L'identité du signaleur, des personnes qui aident l'auteur du signalement, des personnes associées à l'instruction, du membre du personnel fautif et toute autre information visée par le présent article peuvent être divulguées au Procureur du Roi ou au juge d'instruction dans l'hypothèse d'une information ou une instruction judiciaire ainsi que dans le cadre d'une enquête parlementaire.

Lorsque, en application de l'alinéa 3, l'identité d'une personne peut être divulguée, le médiateur en informe, au préalable, la personne visée par la divulgation et lui transmet les motifs justifiant cette divulgation, à moins que cette information préalable ne risque de compromettre les enquêtes ou les procédures judiciaires en cours.

**Art. 27.** Le médiateur arrête un règlement d'ordre intérieur déterminant les modalités de traitement des réclamations, des signalements et de fonctionnement de son service. Il est approuvé par les Parlements et publié au *Moniteur belge*.

**Art. 28.** Au plus tard le 30 juin, le médiateur adresse aux Parlements un rapport annuel présentant ses activités au cours de l'année civile précédente. Ce rapport contient les recommandations relatives aux mesures que le médiateur juge utile à prendre et expose les éventuelles difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

Le médiateur peut faire des rapports intermédiaires. Les rapports sont rendus publics par les Parlements.

#### CHAPITRE 6. — *Gestion des informations et des données*

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le médiateur est le responsable du traitement de données à caractère personnel effectué dans le cadre du suivi des réclamations et des signalements au sens de l'article 4, 7), du RGPD.

§ 2. Les données à caractère personnel visées au § 1<sup>er</sup> sont des données :

1° d'identification et de contact telles que les noms, prénoms, numéros de téléphone, adresses électronique, postale, domicile, résidence;

2° relatives à la profession et à l'emploi telles que le nom de l'employeur, le lieu de travail et le service, la fonction, les activités et les dossiers traités, le contrat de travail, l'acte de nomination ou le contrat de service;

3° relatives à des contentieux civils et administratifs, des condamnations civiles, pénales et administratives, des infractions pénales ou des mesures de sûreté connexes;

4° relatives à la santé, au sexe, à l'origine, aux opinions politiques, syndicales, religieuses ou philosophiques.

Le médiateur efface sans délai toute donnée à caractère personnel manifestement non pertinente collectée accidentellement.

§ 3. Le médiateur limite l'accès aux informations et données à caractère personnel aux personnes agissant sous son autorité ou pour son compte et qui ont besoin de ces informations et données pour exécuter les tâches qui leur sont attribuées.

Les catégories de personnes ayant accès aux données à caractère personnel particulières visées aux articles 9 et 10 du RGPD sont désignées par le médiateur, avec une description précise de leur fonction par rapport au traitement des données visées.

La liste des catégories des personnes ainsi désignées est tenue à la disposition de l'Autorité de protection des données.

§ 4. Le médiateur publie sur le site internet du service le régime de confidentialité applicable aux réclamations et signalements visés au chapitre 4 et les informations relatives au traitement des données à caractère personnel visées aux articles 13 et 14 du RGPD.

§ 5. Le médiateur qui rencontre un réclamant ou un signaleur dans le cadre des articles 14 à 16 consigne, avec le consentement du réclamant ou du signaleur, la rencontre par :

- a) un enregistrement sonore ou vidéo;
- b) un procès-verbal établi par le membre du personnel chargé du traitement de la demande.

Le réclamant ou le signaleur rencontré vérifie, rectifie et approuve le procès-verbal par l'apposition de sa signature.

**Art. 30.** Le médiateur conserve les dossiers relatifs aux réclamations et aux signalements visés au chapitre 4 pendant 5 ans à compter de la date du rapport visé à l'article 23.

Toutefois, le médiateur peut conserver un dossier jusqu'à l'exécution d'une décision coulée en force de chose jugée lorsqu'il a connaissance d'une procédure juridictionnelle en lien direct ou indirect avec le contenu de ce dossier.

#### CHAPITRE 7. — *Dispositions diverses*

**Art. 31.** Toute personne visée à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, soumise au secret professionnel en vertu de l'article 458 du Code pénal ou d'une législation ou réglementation de la Région wallonne ou de la Communauté française, est relevée de son obligation de garder le secret, pour autant que le signalement soit introduit de bonne foi auprès du médiateur dans les conditions et selon la procédure définies au présent décret conjoint.

La levée du secret professionnel s'applique également pour toute personne qui aide l'auteur du signalement ou qui est associée à l'instruction d'un signalement visé à l'article 15 pour autant qu'elle agisse de bonne foi.

Cette disposition s'applique sans préjudice de la protection de la sécurité nationale, de la protection des informations classifiées, de la protection du secret professionnel des avocats, du secret médical, du secret des délibérations judiciaires et de la protection des règles en matière de procédure pénale.

Par bonne foi, il y a lieu d'entendre la situation dans laquelle l'auteur du signalement, la personne qui aide l'auteur du signalement ou qui est associée à l'instruction, a des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sont fondées et nécessaires pour révéler une irrégularité constatée ou suspectée dans le chef d'un organisme public, visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

**Art. 32.** Tout document à l'attention du public, y compris la notification d'une décision administrative à portée individuelle susceptible d'un recours au Conseil d'État ou à une autre juridiction administrative, et tout site internet émanant des organismes publics visés à l'article 13, à destination de l'information du public, mentionne l'existence et les conditions de l'intervention du médiateur ainsi que ses coordonnées.

La notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> présente clairement la distinction entre le recours administratif et la saisine du médiateur. Les conséquences s'attachant à un recours administratif et à la saisine du médiateur sont clairement exprimées.

#### CHAPITRE 8 — *Dispositions finales*

**Art. 33.** Les Parlements exercent leurs pouvoirs pour l'ensemble des matières qui leurs sont confiées par le présent décret de manière conjointe. Les Parlements règlent leur coopération mutuelle dans le cadre du présent décret.

**Art. 34.** Le service de médiation tel qu'institué par le présent décret conjoint reprend les droits et obligations pris en charge par le service de médiation tel qu'institué par l'accord de coopération du 3 février 2011 portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

**Art. 35.** Sont abrogés l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne, le décret du 17 mars 2011 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne, le décret du 31 mars 2011 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne et le décret du 31 mars 2011 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution.

**Art. 36.** Le présent décret conjoint entre en vigueur trois mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 juillet 2023.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY



La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2022-2023.*

Documents du Parlement wallon, 1043 (2022-2023) N<sup>os</sup> 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 juillet 2023.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45374]

**13. JULI 2023 — Gemeinsames Dekret der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region  
über den gemeinsamen Vermittlungsdienst der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1. — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Zweck dieses gemeinsamen Dekrets ist die Schaffung eines gemeinsamen Dienstes der beiden Parteien, nachstehend "Vermittlungsdienst" genannt.

Durch das vorliegende gemeinsame Dekret wird die Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden, in Bezug auf die Verpflichtung, einen externen Meldekanal vorzusehen, teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden gemeinsamen Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Whistleblower-Richtlinie: die Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden;

2° Vermittler: die Person, die im Rahmen von Vermittlungsaufgaben bestimmt wird, sowie die Person, die im Rahmen von Untersuchungsaufgaben gemäß der Whistleblower-Richtlinie als zuständige Behörde bestimmt wird;

3° Vermittlungsdienst: der Dienst, der dem Vermittler unterstellt ist, als Person, die Beschwerden über die Arbeitsweise, die von einer öffentlichen Einrichtung getroffenen Entscheidungen und die Zugänglichkeit der Websites und Anwendungen einer öffentlichen Einrichtung entgegennehmend und bearbeitend;

4° Untersuchungsdienst: der Dienst, der dem Vermittler unterstellt ist, als zuständige Behörde, zuständig für die für die Entgegennahme und Bearbeitung von Meldungen gemäß Kapitel III der Whistleblower-Richtlinie;

5° Beschwerde: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen, die von dem Vermittlungsdienst gemäß Artikel 14 Paragraph 1 oder Artikel 16 entgegengenommen wird;

6° Meldung: die mündliche oder schriftliche Mitteilung von Informationen über Unregelmäßigkeiten, die von dem Untersuchungsdienst gemäß Artikel 15 entgegengenommen wird;

7° DSGVO: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;

8° Beschwerdeführer: die natürliche oder juristische Person, die eine Beschwerde gemäß Artikel 14 Paragraph 1 oder Artikel 16 einreicht;

9° Melder oder Hinweisgeber: jede natürliche oder juristische Person, die im Rahmen von Artikel 15 handelt und Informationen über Unregelmäßigkeiten, die sie erhalten hat, gemäß dem im vorliegenden Dekret im Rahmen der Umsetzung der Whistleblower-Richtlinie festgelegten Verfahren öffentlich meldet oder offenlegt;

10° Personalmitglied: ein Personalmitglied, das bei einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 statutarisch oder im Rahmen eines Arbeitsvertrags angestellt ist;

11° Praktikant: die Person, die, ohne Personalmitglied im Sinne von Ziffer 10 zu sein, ein Praktikum bei einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 absolviert;

12° ehemaliges Personalmitglied: die in Ziffer 10 genannte Person, die nicht mehr im Dienst ist;

13° von den Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft angenommene Erlasse zur Umsetzung der Whistleblower-Richtlinie: in der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft erlassene Verordnungsbestimmungen zur Einführung eines internen Meldeverfahrens zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden;

14° beruflicher Kontext: laufende oder frühere Arbeitstätigkeiten in einer öffentlichen Dienststelle oder Einrichtung gemäß Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 oder ausgeführt in Verbindung mit einer öffentlichen Dienststelle oder Einrichtung gemäß Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1, durch die Personen unabhängig von der Art der Tätigkeiten Informationen über Unregelmäßigkeiten erlangen und bei denen sich diese Personen Repressalien ausgesetzt sehen könnten, wenn sie diese Informationen melden würden.

**Art. 3** - Der Vermittlungsdienst wird bei den Parlamenten der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, nachstehend "die Parlamente" genannt, eingerichtet.

Dieser Dienst, dessen zentraler Sitz sich in Namur befindet, wird vom Vermittler geleitet.

#### KAPITEL 2 — Ernennung und Beendigung des Amtes des Vermittlers

**Art. 4** - Der Vermittler wird von den Parlamenten für einen Zeitraum von sechs Jahren ernannt, der einmal verlängert werden kann.

Der Vermittler legt vor den Vorsitzenden der Parlamente folgenden Eid ab: "Ich schwöre, die mit meinem Amt verbundenen Aufgaben in aller Ehrlichkeit und unparteiisch zu erfüllen."

Bei der ersten Ernennung leistet der Vermittler eine Probezeit von einem Jahr. Diese beginnt an dem Tag, an dem der Betreffende seine Aufgaben effektiv wahrnimmt.

Spätestens fünfundvierzig Tage vor Ablauf dieser Probezeit bewerten die Parlamente den Vermittler. Ist bis zu diesem Zeitpunkt keine Bewertung erfolgt, so gilt diese als positiv.

Spätestens neunzig Tage vor Ablauf des Mandats bewerten die Parlamente den Vermittler. Im Falle einer positiven Bewertung können die Parlamente sein Mandat einmal für einen Zeitraum von sechs Jahren erneuern. Ist die Bewertung neunzig Tage vor Ablauf des Mandats nicht erfolgt, so gilt diese als positiv.

Die Parlamente legen in einer Regelung das Ernennungsverfahren fest, das einen öffentlichen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen, der vor der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* von den Parlamenten genehmigt wird, eine objektive Bewertung der Kompetenzen durch eine unparteiische Jury und eine Anhörung der Kandidaten durch die Parlamente umfasst. Diese Regelung legt die Verfahren für die Bewertung des Vermittlers sowie die Verfahren für die Abberufung und die Situationen, in denen der Vermittler verhindert ist, fest. Darüber hinaus sieht sie die Modalitäten für den in Artikel 11 Paragraph 2 genannten Bericht über die Ausübung der Aufgaben des Untersuchungsdienstes vor.

**Art. 5** - Um ernannt zu werden, muss der Vermittler:

1° die belgische Staatsangehörigkeit oder die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats der Europäischen Union besitzen;

2° guter Führung sein für die Ausübung seines Amtes sowie im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3° *a)* entweder ein Amt der Stufe 1 oder A (oder gleichwertig) innerhalb der Dienststellen des Föderalstaats, der Regierungen und der Parlamente der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, der Kollegien der Französischen Gemeinschaftskommission, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts ausüben, oder Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe 1 oder zu einem Beruf der Stufe A eröffnet und in beiden Fällen eine zweckdienliche Erfahrung von fünf Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen können;

*b)* oder Inhaber eines Diploms des Hochschulunterrichts kurzer Studiendauer sein und eine zweckdienliche Erfahrung von zehn Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen können.

**Art. 6** - Während der Dauer seines Mandats ist der Vermittler nicht berechtigt, Inhaber einer der folgenden Funktionen zu sein:

1° Magistrat, Notar oder Gerichtsvollzieher;

2° Anwalt;

3° Minister eines anerkannten Kults oder Delegierter einer durch das Gesetz anerkannten Organisation, die eine moralische Beihilfe gemäß einer philosophischen, nicht konfessionellen Anschauung anbietet;

4° Inhaber eines öffentlichen Mandats, das aufgrund einer Wahl verliehen worden ist;

5° Inhaber einer entlohnten Beschäftigung in den regionalen oder gemeinschaftlichen öffentlichen Dienststellen oder eines von der Wallonischen Region oder der Französischen Gemeinschaft vergebenen öffentlichen Mandats;

6° Mitglied der Streitkräfte;

7° öffentlicher Verwalter;

8° Inhaber eines Amtes, das die reibungslose Ausübung seiner Aufgaben gefährden, oder seiner Unabhängigkeit, Unparteilichkeit oder der Würde seiner Aufgaben schaden könnte.

Die Artikel 1, 6, 10, 11 und 12 des Gesetzes vom 18. September 1986 zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der öffentlichen Dienststellen finden gegebenenfalls und unter Berücksichtigung der notwendigen Anpassungen Anwendung auf das Personalmitglied der öffentlichen Dienststellen, das als Vermittler ernannt wird.

**Art. 7** - Falls sie feststellen, dass der Vermittler aus irgendeinem Grund verhindert ist, so ernennen die Parlamente für die Dauer der Verhinderung einen stellvertretenden Vermittler unter den Personalmitgliedern der in Artikel 12 Paragraph 2 genannten Dienststelle, wobei die Bedingungen von Artikel 5 und 6 zu beachten sind.

Als Verhinderung gilt jegliche Sachlage, die dazu führt, dass der Vermittler endgültig oder vorübergehend nicht in der Lage ist, sein Amt auszuüben, und die durch eine Entscheidung der Parlamente festgestellt wird.

Der stellvertretende Vermittler ersetzt den Vermittler in der Ausübung seines Amtes. Er besitzt die gleichen Rechte und Pflichten wie der Vermittler.

Sobald die Parlamente feststellen, dass die Verhinderung nicht weiter besteht, nimmt der stellvertretende Vermittler seine ursprüngliche Tätigkeit wieder auf.

**Art. 8** - § 1. Die Parlamente können das Amt des Vermittlers beenden:

1° auf seinen Antrag;

2° wenn er das gesetzliche Pensionsalter erreicht hat;

3° wenn sein Gesundheitszustand die Ausübung seines Amtes schwer und unwiderruflich gefährdet;

4° wenn er die in Artikel 5 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Unbeschadet der Verabschiedung von vorsorglichen Verwaltungsmaßnahmen, die aus der zeitweiligen Amtsenthebung und Lohnzahlungseinstellung bestehen, können die Parlamente den Vermittler abberufen:

1° wenn er eines der in Artikel 6 Absatz 1 angeführten Ämter oder Mandate annimmt;

2° aus schwerwiegenden Gründen.

§ 2. Der Vermittler, dessen Mandat endet, hat Anrecht auf eine Abgangsentschädigung, die auf der Grundlage eines Monatsgehalts pro Mandatsjahr berechnet wird, unter der Bedingung, dass er keinerlei Berufseinkommen, Ersatzeinkommen oder Ruhestandspension bezieht. Dieses Anrecht entfällt, wenn das Mandat des Vermittlers auf seinen Antrag hin endet, wenn er das Pensionsalter erreicht hat, oder wenn er abberufen wird. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährte Sozialintegrationseinkommen werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

Diese Entschädigung wird monatlich ausgezahlt.

In Abweichung von dieser Bestimmung hat der Vermittler, dessen Mandat nach Ablauf der in Artikel 4 Absatz 3 genannten Probezeit endet, Anrecht auf eine Abgangsentschädigung, die drei Monatsgehältern entspricht.

§ 3. Die Parlamente ernennen spätestens innerhalb von sechs Monaten nach der Vakanz des Amtes einen neuen Vermittler gemäß den Bestimmungen von Artikel 4. Die Monate Juli und August werden für die Berechnung dieser Frist nicht berücksichtigt.

### KAPITEL 3 — Tätigkeit des Vermittlungsdienstes

**Art. 9** - Die Vorschriften, die das Besoldungsstatut der Berater des Rechnungshofes regeln, die im Gesetz vom 21. März 1964 über die Gehälter der Mitglieder des Rechnungshofes enthalten sind, finden Anwendung auf den Vermittler.

**Art. 10** - Der Vermittler achtet bei der Organisation und der Arbeitsweise seiner Dienststellen darauf, dass sich seine dem Vermittlungsdienst und dem Untersuchungsdienst übertragenen Aufgaben nicht gegenseitig beeinträchtigen.

Sobald er einen Interessenkonflikt bei der Erfüllung seiner beiden Aufgaben feststellt, benachrichtigt er die Parlamente. Wenn die Parlamente das Vorliegen oder die Gefahr eines Interessenkonflikts bestätigen, kann so schnell wie möglich ein stellvertretender Vermittler gemäß Artikel 7 vorübergehend ernannt werden. Er vertritt den Vermittler bei der Verwaltung der den Interessenkonflikt verursachenden Akte in einer der beiden Aufgaben für den Zeitraum, der erforderlich ist, um diese Akte abzuschließen.

**Art. 11** - § 1. Im Rahmen seiner Zuständigkeiten ist der Vermittler unabhängig und autonom. Er kann außer in den in Artikel 8 Paragraph 1 genannten Fällen nicht aufgrund von Handlungen, die er ausführt, oder von Meinungen, die er in der Ausübung seines Amtes äußert, des Amtes enthoben werden und unter der Bedingung, dass er nicht gegen die fundamentalen Grundsätze verstößt, die unter anderem in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes angeführt werden.

§ 2. Mindestens alle drei Jahre wird ein Bericht über die Ausübung der Aufgaben des Untersuchungsdienstes nach den Modalitäten, die in der in Artikel 4 genannten Regelung festgelegt sind, erstellt.

**Art. 12** - § 1. Die für die Tätigkeit des Vermittlungsdienstes erforderlichen Haushaltsmittel werden in den Ausgabenhaushalt der Parlamente eingetragen und zwar nach einer Verteilung, die in der in Artikel 4 angeführten für das Amt des Vermittlers spezifischen Regelung festgelegt wird.

Der Vermittler legt dem Rechnungshof seine Konten zur Überprüfung vor.

Der Vermittler übermittelt den Parlamenten seinen Haushaltsentwurf und seine Buchführung sowie die Anmerkungen des Rechnungshofes.

§ 2. Der Vermittler ernannt, widerruft und leitet die Personalmitglieder, die ihm bei der Ausübung seines Amtes Beistand leisten.

Das Verfahren für die Ernennung und die Abberufung der Personalmitglieder sowie die Modalitäten für den öffentlichen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen und die objektivierte Bewertung der Kompetenzen durch eine externe Jury im Auswahlverfahren sind im Personalstatut festgelegt.

Das Statut und der Stellenplan des Personals werden von den Parlamenten auf Vorschlag des Vermittlers festgelegt. Dieser Stellenplan sieht wenigstens einen Bediensteten vor, der eine gründliche Kenntnis der deutschen Sprache besitzt, um dem Vermittler bei der Überprüfung der in dieser Sprache eingereichten Beschwerden Beistand zu leisten. Das Statut sieht die Möglichkeit der Mobilität der Personalmitglieder zwischen der Dienststelle des Vermittlers und den Verwaltungen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region vor.

Die Personalmitglieder erhalten eine Weiterbildung, deren Inhalt und Modalitäten im Personalstatut festgelegt sind.

Der Vermittler kann Sachverständige zu Rate ziehen.

### KAPITEL 4 — Zuständigkeit des Vermittlers

**Art. 13** - Der Vermittler hat die Aufgabe, Meldungen und Beschwerden über die Arbeitsweise der folgenden öffentlichen Dienststellen und Einrichtungen zu prüfen:

1° für die in Artikel 15 genannten Meldungen:

a) Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region;

b) Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft;

c) Einrichtungen, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, Anwendung findet und auf die der Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes Anwendung findet;

d) RTBF;

e) "Wallonie Bruxelles Enseignement";

- f) "Office de la Naissance et de l'Enfance";
- g) "Institut de Formation en cours de carrière";
- h) "Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française";
- i) "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur";
- j) "Conseil supérieur de l'Audiovisuel";
- k) "Wallonie-Bruxelles International";
- l) "Ecole d'administration publique";
- m) "Office francophone de la Formation en alternance";
- n) "Commission wallonne pour l'Énergie";

2° für die in Artikel 14 Paragraph 1 und Artikel 16 genannten Beschwerden:

- a) in Ziffer 1 Buchstabe a bis m genannte öffentliche Dienststellen und Einrichtungen;
- b) Verwaltungsbehörden der Wallonischen Region, wie sie in Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat erwähnt sind;
- c) Einrichtungen, die öffentliche Aufgaben wahrnehmen, die nicht industrieller oder kommerzieller Art sind, Rechtspersönlichkeit besitzen und deren:
  - i) Tätigkeit mehrheitlich zu mehr als 50 % von mindestens der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft oder einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Ziffer 1 finanziert wird oder
  - ii) Verwaltung der Kontrolle von mindestens der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft oder einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Ziffer unterliegt oder
  - iii) Verwaltungs- oder Leitungsorgan sich aus Mitgliedern zusammensetzt, von denen mehr als die Hälfte von mindestens der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft oder einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Ziffer ernannt werden;
- d) Vereinigungen, die von mindestens einer öffentlichen Dienststelle oder Einrichtung gemäß Ziffer 2 Buchstabe a, b und c gebildet werden, sofern sie öffentliche Aufgaben wahrnehmen, die nicht industrieller oder kommerzieller Art sind;

3° für die Untersuchung und den Bericht gemäß Artikel 14 Paragraph 2 sowie die Initiative des Vermittlers gemäß Artikel 14 Paragraph 3, die in Ziffer 2 Buchstabe a und b genannten öffentlichen Dienststellen und Einrichtungen.

Das Personalmitglied des gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region kann gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets eine interne Meldung bei diesem Vermittler machen. Wenn das Personalmitglied der Ansicht ist, dass die Meldung intern nicht effizient bearbeitet werden kann oder dass die Gefahr von Repressalien besteht, richtet das Personalmitglied seine Meldung an den Vermittlungsdienst seiner Wahl, der durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine Ordonnanz eingerichtet und auf der Grundlage eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Abgeordnetenkammer und den Parlamenten der Gemeinschaft und der Regionen als externe Kontaktstelle bestimmt wurde. Die Bearbeitung der Meldung erfolgt durch ein Kollegium von Ombudsmännern, die durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine Ordonnanz eingesetzt werden. In dem Zusammenarbeitsabkommen werden die Zusammensetzung und die Grundsätze für die Arbeitsweise dieses Kollegiums festgelegt.

Ebenso gilt, dass ein Personalmitglied der Kanzlei des Parlaments der Französischen Gemeinschaft oder des Wallonischen Parlaments, wenn es der Ansicht ist, dass die Meldung intern nicht wirksam behandelt werden kann oder dass die Gefahr von Repressalien besteht, seine Meldung an den Vermittlungsdienst seiner Wahl richtet, der durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine Ordonnanz eingerichtet und auf der Grundlage eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Abgeordnetenkammer und den Parlamenten der Gemeinschaften und der Regionen als externe Kontaktstelle bestimmt wird. Die Bearbeitung der Meldung erfolgt durch ein Kollegium von Ombudsmännern, die durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine Ordonnanz eingesetzt werden. In dem Zusammenarbeitsabkommen werden die Zusammensetzung und die Grundsätze für die Arbeitsweise dieses Kollegiums festgelegt.

Der Vermittler nimmt keine Beschwerden gegen die in Absatz 1 genannten öffentlichen Einrichtungen entgegen, wenn diese per Gesetz oder Dekret einen eigenen Vermittler oder eine mit einer Vermittlungskompetenz in einem bestimmten Bereich betraute Einrichtung für diesen Bereich haben.

**Art. 14 - § 1.** Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie betreffenden Angelegenheit der Meinung ist, dass eine in Artikel 13 Absatz 1 Ziffer genannte öffentliche Dienststelle oder Einrichtung nicht gemäß der Zielsetzung, die sie als öffentlicher Dienst wahrzunehmen hat, gehandelt hat, ist berechtigt, beim Vermittler kostenlos eine Beschwerde über die Arbeitsweise der öffentlichen Dienststelle oder Einrichtung oder über eine von dieser öffentlichen Dienststelle oder Einrichtung getroffene Entscheidung einzulegen.

Der Vermittler kann diese Aufgabe gegenüber den Dienststellen der untergeordneten Behörden, die mit seiner Dienststelle ein Abkommen abgeschlossen haben und ihm diese Aufgabe formell übertragen haben, kostenlos ausüben. In diesem Fall wird gegebenenfalls vom Gemeinderat, vom Provinzialrat oder vom Sozialhilferat eine Regelung erlassen, die den Auftrag an den gemeinsamen Vermittler überträgt. Im Rahmen der interkommunalen Vermittlung gemäß Artikel L1533-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird die Vergütung der Dienststelle auf der Grundlage der tatsächlichen Kosten für die Einsätze des Vermittlers festgelegt.

§ 2. Der Vermittler kann auf Antrag des Parlaments eines föderierten Teilgebiets für die öffentlichen Dienststellen und Einrichtungen, die demselben Gebiet unterstehen, oder auf Antrag der Parlamente für gemeinsame öffentliche Einrichtungen eine Untersuchung durchführen und einen Bericht über die Arbeitsweise einer Dienststelle einer öffentlichen Einrichtung, die in Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 3 genannt ist, in ihren Beziehungen zu den Nutzern erstellen.

§ 3. Wenn der Vermittler Kenntnis von einer offensichtlichen Fehlfunktion in der Funktionsweise einer öffentlichen Dienststelle oder Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 3 hat und diese Fehlfunktion in die Ausübung seines Amtes fällt, kann der Vermittler diese Fehlfunktion behandeln und einen Bericht erstellen, auch wenn er nicht mit einer diesbezüglichen Beschwerde befasst wurde.

**Art. 15 - § 1.** Eine Meldung über eine festgestellte oder vermutete Unregelmäßigkeit innerhalb einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 kann beim Vermittler eingereicht werden von:

1° der Person oder der Dienststelle, die von der in Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 genannten öffentlichen Einrichtung dazu bestimmt wurde, die interne Meldung im Sinne der Whistleblower-Richtlinie zu gewährleisten;

2° dem Personalmitglied, dem Praktikanten oder dem ehemaligen Personalmitglied einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1, das bzw. der seine Meldung direkt beim Vermittler einreichen kann, unter anderem in den folgenden Fällen:

a) innerhalb von drei Monaten oder - falls diese Frist verlängert wurde - von höchstens sechs Monaten nach der Unterrichtung der in Ziffer genannten Person oder Dienststelle wurde keine geeignete Maßnahme als Reaktion auf seine Meldung ergriffen;

b) es bzw. er muss aufgrund des Gegenstands der festgestellten oder vermuteten Unregelmäßigkeit oder der Eigenschaft der Person, die verdächtigt wird, eine Unregelmäßigkeit begangen zu haben, befürchten, dass die Meldung an die in Ziffer 1 genannte Person oder Dienststelle die Wirksamkeit des Verfahrens beeinträchtigen könnte;

c) es bzw. er wird für die interne Meldung bestimmt oder für die in Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 genannte öffentliche Einrichtung wurde keine Person oder Dienststelle bestimmt;

3° jeder natürlichen Person, die nicht unter Ziffer 1 und Ziffer 2 fällt, oder jeder juristischen Person, die der Ansicht ist, dass sie in einem beruflichen Umfeld eine Unregelmäßigkeit festgestellt hat, die von einem Organ oder einem Personalmitglied einer öffentlichen Dienststelle oder Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 begangen wurde. Die Unregelmäßigkeit, die Gegenstand der Meldung ist, muss innerhalb von zehn Jahren vor dem Tag der Meldung begangen worden sein.

In Bezug auf Ziffer 2 genießt das Personalmitglied, der Praktikant oder das ehemalige Personalmitglied, das bzw. der eine Unregelmäßigkeit gutgläubig meldet, d. h. wenn es bzw. er berechnete Gründe zu der Annahme hat, dass die gemeldeten Informationen begründet sind und auf eine vermutete Unregelmäßigkeit hinweisen und dass sie in den Anwendungsbereich des vorliegenden Dekrets fallen, den Schutz, der dem Hinweisgeber gemäß den von den Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft verabschiedeten Erlassen zur Umsetzung der Whistleblower-Richtlinie gewährt wird. Der Schutz wird unter denselben Bedingungen auch der Person gewährt, die den Hinweisgeber unterstützt oder an der Untersuchung beteiligt ist, sowie im Falle einer öffentlichen Bekanntgabe gemäß den Bestimmungen dieser Erlasse.

Anonyme Meldungen über festgestellte oder vermutete Unregelmäßigkeiten werden nicht berücksichtigt.

§ 2. Unter einer festgestellten oder vermuteten Unregelmäßigkeit ist Folgendes zu verstehen:

a) die Ausführung oder Unterlassung einer Handlung durch ein Personalmitglied im Rahmen der Ausübung seines Amtes oder durch ein Verwaltungsorgan einer in Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Einrichtung öffentlichen Interesses, die den Interessen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft im weitesten Sinne oder dem öffentlichen Interesse schadet oder eine Bedrohung darstellt und die:

– einen Verstoß gegen eine unmittelbar anwendbare europäische Norm, ein Gesetz, ein Dekret, einen Erlass, ein Rundschreiben, eine interne Vorschrift oder ein internes Verfahren darstellt oder

– ein unannehmbares Risiko für das Leben, die Gesundheit oder die Sicherheit von Personen oder für die Umwelt mit sich bringt,

b) wenn ein Personalmitglied bei der Ausübung seines Amtes oder ein Verwaltungsorgan einer Einrichtung öffentlichen Interesses wissentlich eine Unregelmäßigkeit im Sinne von Buchstabe a angeordnet oder zu einer solchen geraten hat.

Nicht unter Absatz 1 fällt die Ausführung oder Unterlassung einer Handlung, die ausschließlich die individuellen Rechte eines Personalmitglieds beeinträchtigt und für die es andere Kanäle oder Verfahren zur Meldung gibt, insbesondere:

a) Mobbing, Gewalt am Arbeitsplatz und sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz gegenüber den in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 1 des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit genannten Personen;

b) Diskriminierung aufgrund:

– des Alters, der sexuellen Ausrichtung, des Personenstands, der Geburt, des Vermögens, der religiösen oder weltanschaulichen Überzeugung, der politischen Überzeugung, der gewerkschaftlichen Überzeugung, der Sprache, des aktuellen oder künftigen Gesundheitszustands, einer Behinderung, eines körperlichen oder genetischen Merkmals oder der sozialen Herkunft im Sinne von Artikel 3 Ziffer 1 des Dekrets vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung und von Artikel 2 des Dekrets vom 12. Dezember 2008 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung;

– des Geschlechts, der Schwangerschaft, der Entbindung oder der Mutterschaft im Sinne von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung und von Artikel 2 des Dekrets vom 12. Dezember 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung; der Staatsangehörigkeit, einer mutmaßlichen Rasse, der Hautfarbe, der Abstammung oder der nationalen oder ethnischen Herkunft im Sinne von Artikel 3 Ziffer 1 des Dekrets vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung und von Artikel 2 des Dekrets vom 12. Dezember 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung.

§ 3. Der vorliegende Artikel ist nicht anwendbar:

1° auf den Bereich der nationalen Sicherheit, außer in Bezug auf Meldungen von Unregelmäßigkeiten, die Vorschriften für das öffentliche Auftragswesen in den Bereichen Verteidigung und Sicherheit betreffen, soweit diese Vorschriften durch die Richtlinie 2009/81/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über die Koordinierung der Verfahren zur Vergabe bestimmter Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge in den Bereichen Verteidigung und Sicherheit und zur Änderung der Richtlinien 2004/17/EG und 2004/18/EG geregelt sind;

2° auf Verschlusssachen;

3° auf Informationen, die unter das Berufsgeheimnis von Rechtsanwälten oder die ärztliche Schweigepflicht fallen;

4° auf Informationen, die unter das richterliche Beratungsgeheimnis fallen;

5° auf das Strafprozessrecht.

Diese Informationen unterliegen weiterhin den einschlägigen Bestimmungen des Unionsrechts oder des nationalen Rechts.

**Art. 16** - Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass eine Website oder eine mobile Anwendung einer in Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 2 genannten öffentlichen Einrichtung nicht den Regelungen entspricht, die gemäß der Richtlinie (EU) 2016/2102 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2016 über den barrierefreien Zugang zu den Websites und mobilen Anwendungen öffentlicher Stellen getroffen wurden, kann beim Vermittler eine Beschwerde einreichen.

**Art. 17** - § 1. Der Vermittler ist dazu berechtigt, die Behandlung einer Beschwerde zu verweigern, falls:

- 1° sie offensichtlich unbegründet oder geringfügig ist;
- 2° eine identische Beschwerde über denselben Sachverhalt und zwischen denselben betroffenen Parteien bereits eingereicht wurde;
- 3° die Beschwerde einen Sachverhalt betrifft, der mehr als ein Jahr vor dem Einreichen des Antrags geschehen ist, wobei die Frist für die Einlegung eines Rechtsmittels oder einer administrativen Beschwerde unberücksichtigt bleibt;
- 4° der Beschwerdeführer bei der in Artikel 13 Ziffer 2 genannten öffentlichen Einrichtung offensichtlich keine Schritte unternommen hat, um Genugtuung zu erhalten;
- 5° sie Sachverhalte betrifft, für die ein Strafverfahren im Gange ist.

§ 2. Eine Beschwerde ist unzulässig, falls:

- 1° die Identität des Beschwerdeführers unbekannt ist;
- 2° der Vermittler unzuständig ist;
- 3° sie eine Streitsache zwischen einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Ziffer 2 und einem ihrer Personalmitglieder in Bezug auf die Ausübung seines Amtes betrifft.

§ 3. Wenn die Beschwerde sich auf eine in Artikel 13 Ziffer 2 genannte öffentliche Einrichtung bezieht, die über einen eigenen Vermittler oder eine eigene Einrichtung verfügt, die per Gesetz oder Dekret mit der Vermittlungskompetenz in einem bestimmten Bereich betraut ist, übermittelt der Vermittler der besagten öffentlichen Einrichtung die Beschwerde innerhalb des Monats nach der Einreichung der Beschwerde.

§ 4. Der Vermittler kann die Prüfung einer Beschwerde fortsetzen, wenn die Handlung oder der Sachverhalt Gegenstand eines Einspruchs bei einer Verwaltungsbehörde, einem Rechtsprechungsorgan des gerichtlichen Standes oder einer Verwaltungsgerichtsbarkeit ist. Die öffentliche Einrichtung benachrichtigt den Vermittler über den eingelegten Einspruch.

Sofern nicht ausdrücklich anders vorgesehen und unbeschadet von Artikel 19 Absatz 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, werden durch die Einreichung und Prüfung der Beschwerde die Einspruchs- oder Verjährungsfristen weder ausgesetzt noch unterbrochen.

#### KAPITEL 5 — Verfahren und Befugnisse des Vermittlers

**Art. 18** - § 1. Im Rahmen einer Beschwerde versucht der Vermittler, die Standpunkte des Beschwerdeführers und der betroffenen öffentlichen Einrichtung oder der betroffenen Dienststelle miteinander in Einklang zu bringen.

§ 2. Im Rahmen einer Meldung nimmt der Vermittler die Informationen entgegen und untersucht den Verstoß. Während des gesamten Verfahrens im Zusammenhang mit dieser Meldung stellt der Vermittler sicher, dass die Identität des Melders, der Personen, die den Hinweisgeber unterstützen, der an der Untersuchung beteiligten Personen, der von der Untersuchung betroffenen Personen und gegebenenfalls aller anderen in der Meldung genannten Dritten vertraulich behandelt wird. Dies gilt auch für alle anderen Informationen, aus denen die Identität der vorerwähnten Personen direkt oder indirekt abgeleitet werden kann.

In Abweichung von Absatz 1 können die Identität des Hinweisgebers, der an der Untersuchung beteiligten Personen, der von der Untersuchung betroffenen Personen oder aller in der Meldung genannten Dritten sowie alle anderen Informationen, aus denen diese Identität direkt oder indirekt abgeleitet werden kann, offengelegt werden:

- 1° wenn die Person die Offenlegung ausdrücklich erlaubt;
- 2° in Anwendung von Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches;
- 3° wenn dies im Rahmen von Untersuchungen der für die Aufdeckung von Verstößen zuständigen Behörden oder im Rahmen von Gerichtsverfahren notwendig und verhältnismäßig erscheint im Hinblick auf die Wahrung der Verteidigungsrechte der betroffenen Personen.

Wenn in Anwendung von Absatz 2 die Identität einer Person oder jede andere Information, aus der diese Identität direkt oder indirekt abgeleitet werden kann, offengelegt werden kann, informiert der Vermittler die Person, die Gegenstand der Offenlegung ist, vorab und begründet die Offenlegung, es sei denn, diese Vorabinformation würde laufende Untersuchungen oder Gerichtsverfahren gefährden.

Jede Person, die gemäß dem vorliegenden Dekret nicht befugt ist, ein schriftliches Dokument oder darin enthaltene Informationen im Zusammenhang mit einer gemäß dem vorliegenden Dekret getätigten Meldung zur Kenntnis zu nehmen, und die dennoch ein solches Dokument oder solche Informationen erhält, unterliegt der gleichen Schweigepflicht.

Gemäß Artikel 15 Paragraph 1 Absatz 2 genießt der Melder den Schutz und die Unterstützung, die gemäß den von den Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft verabschiedeten Erlassen zur Umsetzung der Whistleblower-Richtlinie vorgesehen sind. Der Schutz wird unter denselben Bedingungen auch der Person gewährt, die den Hinweisgeber unterstützt oder an der Untersuchung beteiligt ist.

**Art. 19** - Die Beschwerde oder die Meldung wird in französischer Sprache schriftlich oder mündlich am Sitz der Einrichtung des Vermittlers oder an dem Ort, an dem der Vermittler eine Präsenz seines Dienstes gewährleistet, eingereicht. Sie kann in deutscher Sprache eingereicht werden, wenn es sich um einen Sachverhalt handelt, der in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fällt.

Der Vermittler bestätigt dem Beschwerdeführer oder dem Melder den Empfang innerhalb von sieben Tagen nach Eingang.

**Art. 20** - Der Vermittler teilt dem Beschwerdeführer oder dem Melder innerhalb eines Monats nach der Empfangsbestätigung schriftlich mit, ob er seine Beschwerde oder seine Meldung bearbeiten wird. Die Ablehnung ist zu begründen.

Der Vermittler informiert die öffentliche Einrichtung über die Beschwerde oder Meldung, der er nachgehen will, es sei denn, diese Auskunft würde im Falle einer Meldung die Integrität der Untersuchung gefährden. Gemäß Artikel 18 Paragraph 2 Absatz 1 gewährleistet der Vermittler die Vertraulichkeit der Identität des Melders, der Personen, die den Hinweisgeber unterstützen, und der an der Untersuchung beteiligten Personen, außer in den in Artikel 18 Paragraph 2 Absatz 2 genannten Fällen.

**Art. 21 - § 1.** Der Vermittler kann zur Erfüllung seiner Aufgaben alle Feststellungen vor Ort machen, sich alle Dokumente und Informationen vorlegen lassen, die er für notwendig erachtet, und alle betroffenen Personen anhören.

Der Vermittler kann den öffentlichen Einrichtungen, an die er Fragen richtet, verbindliche Fristen für die Beantwortung seiner Fragen auferlegen.

§ 2. Artikel 458 des Strafgesetzbuches findet Anwendung auf den Vermittler, sein Personal und die Sachverständigen, die ihm Beistand leisten.

Die Geheimhaltung oder die Vertraulichkeit der Schriftstücke, deren Übermittlung für die ordnungsgemäße Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich ist, darf dem Vermittler nicht entgegengehalten werden, außer im Falle von Geheimnisfragen über die Volksverteidigung, in Sachen der Staatssicherheit, der Außenpolitik und außer bei der Geheimhaltung der Mitteilungen zwischen Anwälten und ihren Mandanten und der ärztlichen Schweigepflicht.

§ 3. Bevor der Vermittler Informationen, die sich in seinem Besitz befinden, offenlegt, beurteilt er deren Zweckmäßigkeit und Notwendigkeit, wobei er die vorhandenen Interessen abwägt.

Die Vermittler hält sich an die Beschränkungen, die in den Dekretsbestimmungen zur Festlegung der Bedingungen für die Offenlegung in Bezug auf die Geheimhaltung der Beratungen der Regierung und die Öffentlichkeit der Verwaltung vorgesehen sind.

**Art. 22 - § 1.** Wenn der Vermittler im Falle einer Meldung nach Erhalt der von ihm als notwendig erachteten Dokumente und Auskünfte über genügend Informationen verfügt, um auf das Vorliegen einer Unregelmäßigkeit schließen zu können, die von einem Personalmitglied oder einem Organ einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 begangen wurde, gibt er der verdächtigten Person oder dem verdächtigten Organ die Möglichkeit, ihre bzw. seine Argumente zu dem zu Lasten gelegten Sachverhalt bei einer Anhörung oder mittels eines Schriftsatzes mit Anmerkungen sinnvoll vorzutragen. Er sorgt an dieser Stelle dafür, dass die Vertraulichkeit der Identität dieser Person oder dieses Organs gewährleistet ist. Dies gilt auch für alle anderen Informationen, aus denen die Identität der vorerwähnten Personen direkt oder indirekt abgeleitet werden kann.

Stellt er eine Unregelmäßigkeit fest, auch wenn diese nicht mit der ursprünglichen Meldung in Zusammenhang steht, teilt er dies der öffentlichen Einrichtung mit.

§ 2. Wenn der festgestellte Verstoß oder die festgestellte Unregelmäßigkeit ein strafrechtlicher Verstoß ist, der eine Information des Prokurators des Königs gemäß Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches rechtfertigt, findet Paragraph 1 keine Anwendung, solange der Prokurator des Königs die Straftat nicht ohne weitere Bearbeitung klassiert hat.

Im Falle einer gerichtlichen Ermittlung oder Untersuchung bezüglich einer Meldung setzt der Vermittler die Bearbeitung der Meldung aus, bis die Ermittlung oder Untersuchung abgeschlossen ist.

**Art. 23 - § 1.** Sofern sein Auftrag nicht ausgesetzt wurde, erstellt der Vermittler innerhalb von drei Monaten nach seiner Befassung einen Bericht.

Dieser Bericht enthält seine Entscheidung:

1° das Fehlen oder das Vorliegen eines Verstoßes oder einer Unregelmäßigkeit festzustellen;

2° dem betroffenen Mandatsträger der öffentlichen Einrichtung und dem betroffenen zuständigen Minister Empfehlungen und gegebenenfalls Vorschläge zur Lösung der Schwierigkeit oder der Streitigkeit oder zur Verbesserung der Arbeitsweise der öffentlichen Einrichtung zu unterbreiten;

3° wenn er im Rahmen einer Beschwerde feststellt, dass die Anwendung von Gesetzes-, Dekrets- oder Verordnungsbestimmungen zu einer Ungerechtigkeit führt, der betreffenden öffentlichen Einrichtung alle Empfehlungen zu geben, um eine gerechte Regelung der Situation des Beschwerdeführers zu ermöglichen, der öffentlichen Einrichtung alle seiner Ansicht nach geeigneten Abhilfemaßnahmen vorzuschlagen, ohne jedoch Artikel 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen zu verletzen, und die Änderungen vorzuschlagen, die er an den Gesetzes-, Dekrets- oder Verordnungstexten für angebracht hält; er informiert gleichzeitig den zuständigen Minister über seine Feststellungen;

4° gegebenenfalls im Rahmen einer Meldung der öffentlichen Einrichtung jede Maßnahme vorzuschlagen, einschließlich der Einleitung eines Disziplinarverfahrens oder der Entlassung des Personalmitglieds, das eine Unregelmäßigkeit begangen hat;

5° wenn im Falle von Meldungen festgestellt wird, dass der Hinweisgeber wissentlich falsche Informationen gemeldet oder öffentlich verbreitet hat, der öffentlichen Einrichtung jede ihr angemessen erscheinende verhältnismäßige und abschreckende Sanktionsmaßnahme sowie gegebenenfalls Maßnahmen zur Entschädigung für die daraus entstandenen Schäden vorzuschlagen.

§ 2. Bei Meldungen wird im Falle einer Dringlichkeit, die innerhalb von fünf Tagen nach der Befassung des Vermittlers beurteilt wird, die Frist, innerhalb derer der in Paragraph 1 genannte Bericht zu erstellen ist, auf einen Monat verkürzt.

Lehnt der Vermittler die vom Beschwerdeführer vorgebrachte Dringlichkeit ab, so begründet er seine Entscheidung.

§ 3. Durch eine begründete Entscheidung bei Meldungen kann der Vermittler die in Paragraph 1 genannte Frist um drei Monate verlängern, mit anschließender Möglichkeit auf Erneuerung.

Die Frist kann für Meldungen nur einmal verlängert werden.

§ 4. Der Bericht wird der öffentlichen Einrichtung und, wenn die Situation es erfordert, dem zuständigen Minister übermittelt.

Der Vermittler informiert den Beschwerdeführer oder Melder und gegebenenfalls die in Artikel 13 genannte Person, Dienststelle oder Einrichtung innerhalb eines Monats nach Mitteilung des Berichts über die Folgemaßnahmen, die im Anschluss an die Beschwerde oder die Meldung ergriffen wurden.

**Art. 24** - Der Vermittler darf die Begründetheit einer gerichtlichen Entscheidung nicht in Frage stellen, hat aber die Möglichkeit, Empfehlungen an die betreffende öffentliche Einrichtung zu richten.

Darüber hinaus kann er, wenn ein gerichtlicher, rechtskräftig gewordener Beschluss nicht ausgeführt wird, die betreffende öffentliche Einrichtung auffordern, die Entscheidung innerhalb einer von ihm festgelegten Frist zu befolgen. Wenn dieser Aufforderung keine Folge geleistet wird, ist die Nicht-Ausführung des gerichtlichen Beschlusses Gegenstand eines Sonderberichts, der auf der Website des Vermittlers und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

**Art. 25** - Im Rahmen der von ihm bearbeiteten Beschwerden wird der Vermittler über die Folgemaßnahmen zu seinen Einsätzen informiert. Ist eine öffentliche Einrichtung der Ansicht, dass sie eine von dem Vermittler ausgesprochene Empfehlung nicht berücksichtigen müsste, übermittelt sie dem Vermittler eine begründete Antwort.

Erhält der Vermittler innerhalb der von ihm festgelegten Frist keine zufriedenstellende Antwort, kann er seine Feststellungen und Empfehlungen veröffentlichen. Die betroffene öffentliche Einrichtung kann ihre Antwort und gegebenenfalls die auf den Bericht des Vermittlers hin getroffene Entscheidung veröffentlichen.

Die öffentliche Einrichtung hält den Beschwerdeführer regelmäßig über die Folgemaßnahmen seiner Beschwerde auf dem Laufenden.

**Art. 26** - Um die Einhaltung der Bestimmungen über den Schutz des Privatlebens zu gewährleisten, achtet der Vermittler darauf, dass in den Dokumenten und Berichten, die unter seiner Aufsicht übermittelt und veröffentlicht werden, keine Angaben gemacht werden, die die Identifizierung von Personen ermöglichen, deren Identität ihm im Rahmen der Bearbeitung einer Beschwerde oder einer Meldung bekannt geworden ist.

Außer in den in Artikel 18 Paragraph 2 Absatz 2 vorgesehenen Fällen wird die Identität von Beschwerdeführern oder Meldern, von Personen, die den Hinweisgeber unterstützen, und von Personen, die an der Untersuchung beteiligt sind, in den übermittelten und veröffentlichten Dokumenten und Berichten nicht genannt, mit Ausnahme der Identität von Personalmitgliedern, die in dem an den Mandatsträger der öffentlichen Einrichtung übermittelten Bericht einen Verstoß oder eine Unregelmäßigkeit begangen haben. Dies gilt auch für alle anderen Informationen, aus denen die Identität der vorerwähnten Personen direkt oder indirekt abgeleitet werden kann.

Die Identität des Melders, der Personen, die den Hinweisgeber unterstützen, der Personen, die an der Untersuchung beteiligt sind, des schuldigen Personalmitglieds und jede andere im vorliegenden Artikel genannte Information können dem Prokurator des Königs oder dem Untersuchungsrichter im Fall einer gerichtlichen Ermittlung oder Untersuchung sowie im Rahmen einer parlamentarischen Untersuchung offengelegt werden.

Wenn in Anwendung von Absatz 3 die Identität einer Person offengelegt werden kann, informiert der Vermittler die Person, die Gegenstand der Offenlegung ist, vorab und übermittelt ihr die Begründung für die Offenlegung, es sei denn, diese Vorabinformation würde laufende Untersuchungen oder Gerichtsverfahren gefährden.

**Art. 27** - Der Vermittler erlässt eine Geschäftsordnung, in der die Modalitäten für die Bearbeitung von Beschwerden und Meldungen sowie für die Arbeitsweise seiner Dienststelle festgelegt sind. Sie wird von den Parlamenten gebilligt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

**Art. 28** - Spätestens am 30. Juni übermittelt der Vermittler den Parlamenten einen Jahresbericht, in dem er seine Tätigkeiten des vorangegangenen Kalenderjahres darlegt. Dieser Bericht enthält Empfehlungen zu Maßnahmen, die der Vermittler für sinnvoll erachtet, und legt etwaige Schwierigkeiten dar, auf die er bei der Ausübung seines Amtes stößt.

Der Vermittler kann Zwischenberichte erstellen. Die Berichte werden von den Parlamenten veröffentlicht.

## KAPITEL 6 — *Verwaltung von Informationen und Daten*

**Art. 29** - § 1. Der Vermittler ist der Verantwortliche für die Verarbeitung personenbezogener Daten, die im Rahmen der Bearbeitung von Beschwerden und Meldungen im Sinne von Artikel 4, 7) der DSGVO erfolgt.

§ 2. Bei den in Paragraph 1 genannten personenbezogenen Daten handelt es sich um Daten:

1° zur Identifizierung und um Kontaktdaten wie Name, Vorname, Telefonnummer, E-Mail-Adresse, Postanschrift, Wohnsitz, Wohnort;

2° in Bezug auf Beruf und Beschäftigung wie Name des Arbeitgebers, Arbeitsort und Dienststelle, Funktion, Tätigkeiten und bearbeitete Akten, Arbeitsvertrag, Ernennungsurkunde oder Dienstvertrag;

3° in Bezug auf zivil- und verwaltungsrechtliche Streitigkeiten, zivil-, straf- und verwaltungsrechtliche Verurteilungen, strafrechtlichen Verstößen oder damit verbundene Sicherheitsmaßnahmen;

4° in Bezug auf die Gesundheit, das Geschlecht, die Herkunft, die politischen, gewerkschaftlichen, religiösen oder philosophischen Ansichten.

Der Vermittler löscht unverzüglich alle offensichtlich irrelevanten personenbezogenen Daten, die versehentlich erhoben wurden.

§ 3. Der Vermittler beschränkt den Zugang zu Informationen und personenbezogenen Daten auf Personen, die unter seiner Aufsicht oder in seinem Auftrag handeln und die diese Informationen und Daten zur Erfüllung der ihnen zugewiesenen Aufgaben benötigen.

Die Kategorien von Personen, die Zugang zu den in Artikel 9 und 10 der DSGVO genannten besonderen personenbezogenen Daten haben, werden von dem Vermittler mit einer genauen Beschreibung ihrer Funktion in Bezug auf die Verarbeitung der genannten Daten bestimmt.



Die Liste der Kategorien der so bestimmten Personen steht der Datenschutzbehörde zur Verfügung.

§ 4. Der Vermittler veröffentlicht auf der Website der Dienststelle die geltende Vertraulichkeitsregelung für Beschwerden und Meldungen gemäß Kapitel 4 und die Informationen über die Verarbeitung personenbezogener Daten gemäß Artikel 13 und 14 der DSGVO.

§ 5. Der Vermittler, der im Rahmen der Artikel 14 bis 16 eine Zusammenkunft mit einem Beschwerdeführer oder Melder hat, dokumentiert mit Zustimmung des Beschwerdeführers oder Melders die Zusammenkunft durch:

- a) eine Ton- oder Videoaufnahme;
- b) ein von dem für die Bearbeitung des Antrags verantwortlichen Personalmitglied erstelltes Protokoll.

Der angetroffene Beschwerdeführer oder Melder überprüft, berichtigt und genehmigt das Protokoll durch seine Unterschrift.

**Art. 30** - Der Vermittler bewahrt die Akten zu den Beschwerden und Meldungen nach Kapitel 4 fünf Jahre lang auf, beginnend mit dem Datum des Berichts nach Artikel 23.

Der Vermittler kann jedoch eine Akte bis zur Vollstreckung einer rechtskräftigen Entscheidung aufbewahren, wenn er Kenntnis von einem Gerichtsverfahren hat, das direkt oder indirekt mit dem Inhalt dieser Akte in Zusammenhang steht.

#### KAPITEL 7 — Sonstige Bestimmungen

**Art. 31** - Jede in Artikel 15 Paragraph 1 genannte Person, die gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches oder einer Gesetzgebung oder Regelung der Wallonischen Region oder der Französischen Gemeinschaft dem Berufsgeheimnis unterliegt, ist von ihrer Geheimhaltungspflicht entbunden, sofern die Meldung gutgläubig unter den Bedingungen und nach dem Verfahren, die im vorliegenden gemeinsamen Dekret festgelegt sind, beim Vermittler eingereicht wurde.

Die Aufhebung des Berufsgeheimnisses gilt auch für jede Person, die den Hinweisgeber unterstützt oder an der Untersuchung einer Meldung nach Artikel 15 beteiligt ist, sofern sie gutgläubig handelt.

Diese Bestimmung gilt unbeschadet des Schutzes der nationalen Sicherheit, des Schutzes von Verschlussachen, des Schutzes des Berufsgeheimnisses von Rechtsanwälten, des Arztgeheimnisses, des Geheimnisses gerichtlicher Beratungen und des Schutzes der Vorschriften über das Strafverfahren.

Unter "gutgläubig" ist eine Situation zu verstehen, in der der Hinweisgeber, die Person, die den Hinweisgeber unterstützt oder an der Untersuchung beteiligt ist, berechnete Gründe für die Annahme hat, dass die gemeldeten Informationen begründet und notwendig sind, um eine festgestellte oder vermutete Unregelmäßigkeit bei einer öffentlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 aufzudecken.

**Art. 32** - Jedes an die Öffentlichkeit gerichtete Dokument, einschließlich der Mitteilung einer Verwaltungsentscheidung mit individueller Tragweite, gegen die beim Staatsrat oder einer anderen Verwaltungsgerichtsbarkeit Einspruch eingelegt werden kann, und jede Website, die von den in Artikel 13 genannten öffentlichen Einrichtungen stammt und zur Information der Öffentlichkeit bestimmt ist, muss auf das Bestehen und die Bedingungen für den Einsatz des Vermittlers sowie auf seine Kontaktdaten hinweisen.

Bei der in Absatz 1 genannten Mitteilung wird der Unterschied zwischen der administrativen Beschwerde und der Befassung des Vermittlers klar dargestellt. Die Konsequenzen, die mit einer administrativen Beschwerde und der Befassung des Vermittlers verbunden sind, werden deutlich gemacht.

#### KAPITEL 8 — Schlussbestimmungen

**Art. 33** - Die Parlamente üben ihre Befugnisse in Bezug auf alle Angelegenheiten, die ihnen durch das vorliegende Dekret übertragen werden, gemeinsam aus. Die Parlamente regeln ihre gegenseitige Zusammenarbeit im Rahmen des vorliegenden Dekrets.

**Art. 34** - Der durch das vorliegende gemeinsame Dekret eingerichtete Vermittlungsdienst übernimmt die Rechte und Pflichten, die vom Vermittlungsdienst übernommen wurden, der durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Februar 2011 zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region eingerichtet wurde.

**Art. 35** - Das am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, das Dekret vom 17. März 2011 zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region am 3. Februar 2011 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, das Dekret vom 31. März 2011 zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region am 3. Februar 2011 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region und das Dekret vom 31. März 2011 zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region am 3. Februar 2011 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region werden für die in Artikel 138 der Verfassung genannten Angelegenheiten aufgehoben.

**Art. 36** - Das vorliegende gemeinsame Dekret tritt drei Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen vorliegendes Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 13. Juli 2023

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1043 (2022-2023) Nrn. 1 bis 7

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 13. Juli 2023

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45374]

**13 JULI 2023. — Gezamenlijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de gemeenschappelijke Ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit gezamenlijk decreet heeft tot doel de oprichting van een gemeenschappelijke dienst voor beide partijen, hierna de "Ombudsdienst" genoemd.

Dit gezamenlijk decreet strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, wat betreft de verplichting om te voorzien in een extern meldingskanaal.

**Art. 2.** Voor de toepassing van het gezamenlijk decreet wordt verstaan onder:

1° Klokkenluidersrichtlijn: Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden;

2° Ombudsman: de persoon die is aangewezen voor bemiddelingsopdrachten en de persoon die is aangewezen als bevoegde overheid voor onderzoeksopdrachten in overeenstemming met de Klokkenluidersrichtlijn;

3° Ombudsdienst: de dienst onder het gezag van de Ombudsman als de persoon die bevoegd is voor het ontvangen en behandelen van klachten met betrekking tot de werking en beslissingen van een openbare instelling en tot de toegankelijkheid van de sites en toepassingen van een openbare instelling;

4° Onderzoeksdienst: de dienst onder het gezag van de Ombudsman als de bevoegde overheid voor het ontvangen en behandelen van meldingen bedoeld in hoofdstuk III van de Klokkenluidersrichtlijn;

5° Klacht: de mondelinge of schriftelijke mededeling van informatie behandeld door de Ombudsdienst krachtens artikel 14 § 1, of 16;

6° Melding: het mondeling of schriftelijk meedelen van informatie over onregelmatigheden dat door de onderzoeksdienst wordt behandeld krachtens artikel 15;

7° GDPR: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (AVG : Algemene Verordening Gegevensbescherming);

8° Eiser: de natuurlijke of rechtspersoon die een klacht indient krachtens artikel 14 § 1 of artikel 16;

9° Klokkenluider of melder: elke natuurlijke of rechtspersoon die handelt binnen het toepassingsgebied van artikel 15 en die informatie over onregelmatigheden die hij of zij heeft verkregen, meldt of publiekelijk bekendmaakt, in overeenstemming met de procedure die in dit decreet is vastgelegd in het kader van de omzetting van de klokkenluidersrichtlijn;

10° Personeelslid: een statutair personeelslid of een personeelslid dat op basis van een arbeidsovereenkomst aangeworven is in een openbare instelling als bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°;

11° Stagiair : een persoon die, zonder personeelslid te zijn in de zin van 10°, stage loopt bij een openbare instelling zoals bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1° ;

12° Voormalig personeelslid: de persoon bedoeld in 10° die niet langer in dienst is;

13° Besluiten tot omzetting van de klokkenluidersrichtlijn, aangenomen door de Regeringen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap: reglementaire bepalingen aangenomen in het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap met het oog op de invoering van een interne meldingsprocedure tot omzetting van de richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden;

14° Beroepscontext: vroegere of huidige beroepsactiviteiten bij een overheidsdienst of openbare instelling als bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1° of verricht in verband met een overheidsdienst of -instelling als bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°, waardoor personen, ongeacht de aard van deze activiteiten, informatie verkrijgen over onregelmatigheden en in het kader waarvan deze personen aan vergeldingsmaatregelen kunnen worden blootgesteld als zij dergelijke informatie melden.

**Art. 3.** De Ombudsdienst wordt opgericht bij de Parlementen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, hierna "de Parlementen" genoemd.

Deze dienst, die zijn hoofdzetel in Namen heeft, wordt geleid door de Ombudsman.

#### HOOFDSTUK II. — *Benoeming en beëindiging van het ambt van de Ombudsman*

**Art. 4.** De Ombudsman wordt door de Parlementen benoemd voor een periode van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

De Ombudsman legt in handen van de Voorzitters van de Parlementen de volgende eed af: "Ik zweer dat ik de opdrachten van mijn ambtsplicht gewetenstrouw en onpartijdig zal uitvoeren."

Bij zijn eerste benoeming verricht de Ombudsman een proefperiode van een jaar, te rekenen vanaf de datum waarop hij daadwerkelijk zijn ambten bekleedt.

Uiterlijk vijfenveertig dagen voor het verstrijken van deze proefperiode beoordelen de Parlementen de Ombudsman.

Als er op dat moment geen beoordeling is, wordt de beoordeling als gunstig beschouwd.

Uiterlijk negentig dagen voor het verstrijken van het mandaat beoordelen de Parlementen de Ombudsman.

In geval van een gunstige beoordeling kan het mandaat door de Parlementen eenmaal worden verlengd met een periode van zes jaar.

Als er negentig dagen voor het verstrijken van de ambtstermijn geen beoordeling is ontvangen, wordt de beoordeling als gunstig beschouwd.

De Parlementen leggen bij reglement de benoemingsprocedure vast, met inbegrip van een openbare oproep tot kandidaten die door de Parlementen wordt goedgekeurd vóór bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, een objectieve beoordeling van de vaardigheden door een onpartijdige jury en een hoorzitting met de kandidaten door de Parlementen.

In deze regels worden de procedures vastgesteld voor de beoordeling van de Ombudsman, alsmede de procedures voor de herroeping van de Ombudsman en de toestanden waarin hij verhinderd kan zijn, zijn ambt uit te oefenen. Ook worden de procedures vastgesteld voor de verslaglegging over de uitvoering van de opdrachten van de in artikel 11, § 2, bedoelde onderzoeksdienst.

**Art. 5.** Om te worden benoemd, moet de Ombudsman:

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie;

2° van onberispelijk gedrag zijn bij de uitoefening van zijn ambt en burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° a) ofwel een ambt uitoefenen van niveau 1 of A of gelijkwaardig in de diensten van de Federale Staat, de Regeringen en Parlementen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, de Colleges van de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot een beroep van niveau 1 of A en in beide gevallen minstens vijf jaar relevante ervaring kunnen voorleggen in de openbare of de privésector;

b) ofwel beschikken over een diploma hoger onderwijs van het korte type en ten minste tien jaar nuttige ervaring in de publieke of private sector.

**Art. 6.** Tijdens zijn ambtstermijn mag de Ombudsman niet:

1° magistraat, notaris of gerechtsdeurwaarder zijn;

2° advocaat zijn;

3° een bedienaar zijn van een erkende godsdienst of een afgevaardigde van een wettelijk erkende organisatie die morele bijstand biedt volgens een niet-confessioneel levensbeschouwelijk concept;

4° houder zijn van een openbaar mandaat dat door verkiezing is toegewezen;

5° houder zijn van een bezoldigde betrekking in de openbare gewestelijke of gemeenschapsdiensten of van een openbaar mandaat toegewezen door het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap;

6° personeelslid zijn van de strijdkrachten;

7° overheidsbestuurder zijn;

8° houder zijn van een ambt dat de goede uitoefening van zijn opdracht in het gedrang kan brengen of afbreuk kan doen aan zijn onafhankelijkheid, onpartijdigheid of de waardigheid van zijn ambt.

De artikelen 1, 6, 10, 11 en 12 van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlov voor de personeelsleden van de overheidsdiensten zijn van toepassing op een personeelslid van de overheidsdiensten dat, in voorkomend geval en met de nodige aanpassingen, als Ombudsman wordt aangesteld.

**Art. 7.** Indien zij vaststellen dat de Ombudsman, om welke reden dan ook, verhinderd is, wijzen de Parlementen, voor de duur van de verhindering, een plaatsvervangend Ombudsman aan onder de personeelsleden van de dienst bedoeld in artikel 12, § 2, die voldoet aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 5 en 6.

Een verhindering is een toestand waarin de Ombudsman permanent of tijdelijk niet in staat is om zijn opdrachten uit te voeren, die vastgesteld wordt door een beslissing van de Parlementen.

De plaatsvervangend Ombudsman vervangt de Ombudsman in de uitoefening van zijn ambt. Hij heeft dezelfde rechten en plichten als de Ombudsman.

Zodra de Parlementen het einde van de verhindering vaststellen, bekleedt de plaatsvervangend Ombudsman opnieuw zijn vorige ambt.

**Art. 8.** § 1. De Parlementen kunnen het ambt van Ombudsman beëindigen:

1° op zijn verzoek;

2° wanneer hij de wettelijke pensioenleeftijd bereikt;

3° wanneer zijn gezondheidstoestand de uitvoering van zijn opdracht ernstig en onherroepelijk in gevaar brengt;

4° als hij niet langer voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 5.

Onverminderd de aanneming van administratieve voorzorgsmaatregelen in de vorm van tijdelijke schorsing van de ambten en wedde, kunnen de Parlementen de Ombudsman herroepen:

1° indien hij een van de in artikel 6, lid 1, bedoelde ambten of mandaten aanvaardt;

2° om gewichtige redenen.

§ 2. Behoudens wanneer het mandaat van de Ombudsman op zijn verzoek wordt beëindigd, wanneer hij de wettelijke pensioenleeftijd heeft bereikt of wanneer hij wordt herroepen, heeft de Ombudsman wiens mandaat wordt beëindigd recht op een ontslagvergoeding berekend op basis van één maandwedde per jaar dat hij het mandaat heeft uitgeoefend, op voorwaarde dat hij geen beroeps- of vervangingsinkomen of rustpensioen ontvangt.

Een overlevingspensioen of het leefloon dat door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend, wordt niet als vervangingsinkomen beschouwd.

De vergoeding wordt maandelijks uitbetaald.

In afwijking hiervan ontvangt de Ombudsman wiens ambtstermijn eindigt aan het einde van de proefperiode bedoeld in artikel 4, lid 3, een ontslagvergoeding gelijk aan drie maanden wedde.

§ 3. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 benoemen de Parlementen uiterlijk zes maanden na de datum van de vacature een nieuwe Ombudsman, waarbij de maanden juli en augustus niet worden meegerekend bij de berekening van deze periode.

### HOOFDSTUK III. — *Werking van de Ombudsdienst*

**Art. 9.** De regels tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van de raadsheren van het Rekenhof, bepaald in de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof, zijn van toepassing op de ombudsman.

**Art. 10.** Bij de organisatie en de werking van zijn diensten zorgt de Ombudsman ervoor dat de opdrachten van de Ombudsdienst en de Onderzoeksdienst elkaar niet hinderen.

Zodra hij een belangenconflict tussen zijn twee opdrachten opmerkt, informeert hij de Parlementen.

Indien de Parlementen de aanwezigheid of het risico van een belangenconflict bevestigen, kan overeenkomstig artikel 7 zo spoedig mogelijk tijdelijk een plaatsvervangend Ombudsman worden benoemd.

Hij vervangt de Ombudsman in het beheer van het dossier dat de bron is van het belangenconflict in een van de twee opdrachten voor de tijd die nodig is om het dossier af te ronden.

**Art. 11.** § 1. Binnen de grenzen van zijn bevoegdheden is de Ombudsman onafhankelijk en autonoom. Hij kan niet van zijn ambt worden ontheven op grond van handelingen die hij verricht of meningen die hij in de uitoefening van zijn ambt uit, behalve in de gevallen bedoeld in artikel 8, § 1 en voor zover zij niet in strijd zijn met de grondbeginselen die inzonderheid bepaald zijn in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

§ 2. Ten minste om de drie jaar wordt een verslag opgesteld over de uitvoering van de opdrachten van de onderzoeksdienst, overeenkomstig de nadere regels die zijn vastgelegd in de in artikel 4 bedoelde regeling.

**Art. 12.** § 1. De voor de werking van het bureau van de Ombudsman vereiste kredieten worden op de uitgavenbegroting van de Parlementen aangerekend volgens een verdeling die wordt vastgesteld in de in artikel 4 bedoelde specifieke regeling voor de Ombudsman.

De Ombudsman legt zijn rekeningen ter controle voor aan het Rekenhof.

De Ombudsman dient zijn ontwerpbegroting en -rekeningen in bij de Parlementen, samen met de op- en aanmerkingen van het Rekenhof.

§ 2. De Ombudsman benoemt, herroept en leidt de personeelsleden die hem bijstaan bij de uitvoering van zijn ambten.

De procedure voor het benoemen en herroepen van personeelsleden, evenals de nadere regels voor de openbare sollicitatieoproep en de geobjectiveerde beoordeling van vaardigheden door een externe jury tijdens de selectieprocedure, worden nader beschreven in het personeelsstatuut.

Het personeelsstatuut en -kader worden vastgesteld door de Parlementen op voorstel van de Ombudsman.

Dit kader voorziet in ten minste één ambtenaar met een grondige kennis van het Duits om de Ombudsman bij te staan bij de behandeling van in die taal ingediende klachten.

Het statuut voorziet in de mogelijkheid van personeelsmobiliteit tussen de diensten van de Ombudsman en de administraties van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Personeelsleden genieten voortgezette opleiding, waarvan de inhoud en procedures worden beschreven in het personeelsstatuut.

De Ombudsman kan worden bijgestaan door deskundigen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Bevoegdheid van de Ombudsman*

**Art. 13.** De Ombudsman heeft tot opdracht het onderzoeken van meldingen en klachten over de werking van de volgende overheidsdiensten en -instellingen:

1° voor de in artikel 15 bedoelde meldingen:

- a) de diensten van de regering van het Waalse Gewest;
- b) de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- c) instellingen waarop het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en waarop de Waalse Ambtenarencode van toepassing is;
- d) RTBF;
- e) Wallonie Bruxelles Enseignement;
- f) Office de la Naissance et de l'Enfance;
- g) Institut de Formation en cours de carrière;
- h) het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ET-NIC);
- i) Academie voor onderzoek en hoger onderwijs (ARES);
- j) Conseil Supérieur de l'Audiovisuel;
- k) Wallonie-Bruxelles International;
- l) École d'administration publique;
- m) Office francophone de la Formation en alternance;
- n) Commission wallonne pour l'Énergie.

2° voor de klachten bedoeld in artikel 14, § 1 en artikel 16:

- a) de openbare diensten en instellingen bedoeld in 1°, a) tot m);
- b) de administratieve overheden van het Waalse Gewest bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
- c) de instellingen die opdrachten van openbare dienst verlenen, niet zijnde van industriële of commerciële aard, die rechtspersoonlijkheid bezitten en :
  - i. waarvan ofwel ten minste 50% van de activiteit wordt gefinancierd door het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of een openbare instelling bedoeld in 1°;
  - ii. waarvan ofwel het beheer is onderworpen aan de controle van ten minste het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of een openbare instelling bedoeld in 1°;
  - iii. waarvan ofwel de bestuurs- of de directie-instelling is samengesteld uit leden van wie meer dan de helft is aangewezen door ten minste het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of een openbare instelling bedoeld in 1°;
- d) de verenigingen gevormd door ten minste één overheidsdienst of openbare instelling bedoeld in 2°, a), b) en c), voor zover zij opdrachten van openbare dienstverlening van niet-industriële of niet-commerciële aard vervullen.

3° voor de onderzoeken en het verslag bedoeld in artikel 14, § 2, alsook voor het initiatief van de Ombudsman bedoeld in artikel 14, § 3, de overheidsdiensten en openbare instellingen bedoeld in 2°, a) en b).

Het personeelslid van de gemeenschappelijke Ombudsdienst van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest kan een interne melding naar deze Ombudsman maken in toepassing van de bepalingen van dit decreet.

Indien het personeelslid van oordeel is dat de melding intern niet doeltreffend kan worden afgehandeld of dat er gevaar voor vergeldingsmaatregelen bestaat, richt hij zijn melding aan de bij wet, decreet of verordening en op grond van een samenwerkingsovereenkomst tussen de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Parlementen van de Gemeenschappen en Gewesten als extern contactpunt opgerichte ombudsdienst van zijn keuze.

Een college van Ombudsmannen, opgericht bij wet, decreet of verordening, is verantwoordelijk voor het behandelen van meldingen.

In het samenwerkingsakkoord worden de samenstelling en de werkingsprincipes van dit college uiteengezet.

Evenzo, indien het personeelslid van de Griffie van het Parlement van de Franse Gemeenschap of van het Waalse Parlement van oordeel is dat de melding intern niet doeltreffend kan worden behandeld of dat er gevaar voor vergeldingsmaatregelen bestaat, richt het personeelslid zijn melding aan de Ombudsdienst van zijn keuze, opgericht bij wet, decreet of verordening en aangewezen op basis van een samenwerkingsovereenkomst tussen de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Parlementen van de Gemeenschappen en Gewesten, als extern contactpunt.

Een college van Ombudsmannen, opgericht bij wet, decreet of verordening, is verantwoordelijk voor het behandelen van meldingen.

In het samenwerkingsakkoord worden de samenstelling en de werkingsprincipes van dit college uiteengezet.

De Ombudsman neemt geen klachten in behandeling tegen de in lid 1 genoemde openbare instellingen, indien deze op grond van een wet of decreet op een specifiek gebied een eigen Ombudsman of een bemiddelingsinstantie hebben.

**Art. 14.** § 1. Iedere natuurlijke of rechtspersoon die, in een hem betreffende aangelegenheid, van oordeel is dat een overheidsdienst of een openbare instelling, bedoeld in artikel 13, eerste lid, 2°, niet heeft gehandeld in overeenstemming met de openbare dienstopdracht die hij moet vervullen, kan kosteloos een klacht indienen bij de Ombudsman over de werking van de overheidsdienst of de openbare instelling of over een beslissing van die overheidsdienst of die openbare instelling.

De Ombudsman kan deze opdracht kosteloos verrichten voor diensten van ondergeschikte instellingen die met zijn dienst een overeenkomst hebben gesloten waarbij hem formeel deze opdracht wordt toegewezen.

In dat geval wordt een regeling waarbij de opdracht aan de gezamenlijke Ombudsman wordt toevertrouwd, waar nodig aangenomen door de gemeenteraad, de provincieraad of de sociale actieraad.

In het kader van de intergemeentelijke bemiddeling zoals bedoeld in artikel L1533-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, wordt de bezoldiging van de dienst bepaald op basis van de werkelijke kosten van de optredens van de Ombudsman.

§ 2. De Ombudsman kan op verzoek van het Parlement van een deelstaat voor de overheidsdiensten en openbare instellingen die onder dezelfde entiteit ressorteren of op verzoek van de Parlementen voor de gezamenlijke openbare instellingen, een onderzoek instellen en een verslag opstellen over de werking van de overheidsdienst van een openbare instelling, bedoeld in artikel 13, eerste lid, 3°, in haar betrekkingen met de gebruikers.

§ 3. Indien de Ombudsman kennis neemt van een kennelijk gebrekkig functioneren van een overheidsdienst of -instelling bedoeld in artikel 13, eerste lid, 3° en dit gebrek tot zijn opdrachten behoort, kan hij het gebrek behandelen en er een verslag over opstellen, zelfs indien hij hierover geen klacht heeft ontvangen.

**Art. 15.** § 1. Een verslag over een vastgestelde of vermoede onregelmatigheid in een openbare instelling als bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°, kan bij de Ombudsman worden ingediend:

1° door de persoon of overheidsdienst die door de openbare instelling, bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°, is aangewezen om de interne klokkenluidersregeling, bedoeld in de Klokkenluidersrichtlijn, te waarborgen;

2° door een personeelslid, een stagiair of een gewezen personeelslid van een openbare instelling als bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°, die rechtstreeks een klacht kan indienen bij de Ombudsman, met name in de volgende gevallen :

a) wanneer aan de melding geen gevolg is gegeven binnen drie maanden of, indien deze termijn is verlengd, binnen zes maanden na de datum waarop de in 1° bedoelde persoon of dienst op de hoogte is gebracht;

b) wanneer hij, wegens het voorwerp van de vastgestelde of vermoede onregelmatigheid of wegens de hoedanigheid van de persoon die ervan verdacht wordt een onregelmatigheid te hebben begaan, kan vrezen dat het inlichten van de in 1° bedoelde persoon of dienst de doeltreffendheid van de procedure in het gedrang kan brengen;

c) wanneer het aangewezen is om te zorgen voor interne melding of er geen persoon of dienst is aangewezen voor de openbare instelling bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1° ;

3° wanneer elke niet onder 1° of 2° vallende natuurlijke persoon of rechtspersoon die van oordeel is dat hij in een beroepscontext een onregelmatigheid heeft vastgesteld, begaan door een instelling of een personeelslid van een overheidsdienst of openbare instelling bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°. De onregelmatigheid die het voorwerp uitmaakt van de melding moet zijn begaan in de tien jaar voorafgaand aan de melding.

Met betrekking tot punt 2°, geniet het personeelslid, de stagiair of het gewezen personeelslid dat (die) te goeder trouw een onregelmatigheid meldt, d.w.z. indien hij of zij redelijke gronden heeft om aan te nemen dat de gemelde informatie gegrond is en wijst op een vermoede onregelmatigheid en dat ze binnen het toepassingsgebied van dit decreet valt, de bescherming die aan de klokkenluider wordt toegekend door de besluiten tot omzetting van de Klokkenluidersrichtlijn, aangenomen door de Regeringen van het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap.

Onder dezelfde voorwaarden wordt ook bescherming verleend aan de persoon die de indiener van de melding bijstaat of die betrokken is bij het onderzoek, alsmede in geval van openbaarmaking overeenkomstig de bepalingen van deze besluiten.

Anonieme meldingen van onregelmatigheden of vermoedelijke onregelmatigheden worden niet in aanmerking genomen.

§ 2. Onder vastgestelde of vermoede onregelmatigheid wordt verstaan:

a) het stellen of nalaten van een handeling door een personeelslid in de uitoefening van zijn ambt of door een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut, zoals bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1<sup>o</sup>, die de belangen in de ruime zin van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap of het openbaar belang schaadt of bedreigt en die :

- een inbreuk vormt op een rechtstreeks toepasselijke bepaling van een Europese norm, wet, decreet, bevel, circulaire, interne regel of interne procedure, of

- een onaanvaardbaar risico inhoudt voor het leven, de gezondheid of de veiligheid van mensen of voor het milieu;

b) het feit dat een personeelslid bij de uitoefening van zijn ambt of voor een beheersorgaan van een instelling van openbaar belang, opzettelijk opdracht heeft gegeven tot of heeft geadviseerd over het begaan van een onregelmatigheid als bedoeld onder a).

Het eerste lid is niet van toepassing op het verrichten of nalaten van een handeling die uitsluitend de individuele rechten van een personeelslid raakt en waarvoor andere meldingskanalen of -procedures bestaan, inzonderheid:

a) morele intimidatie, geweld op het werk en seksuele intimidatie op het werk ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

b) discriminatie op grond van:

- leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, religieuze of filosofische overtuiging, politieke overtuiging, vakbondsovertuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst in de zin van artikel 3, 1<sup>o</sup> van het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en artikel 2 van het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

- geslacht, zwangerschap, bevalling of moederschap in de zin van artikel 3, 2<sup>o</sup> van het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en artikel 2 van het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

- nationaliteit, vermeend ras, huidskleur, afkomst of nationale of etnische herkomst in de zin van artikel 3, 1<sup>o</sup> van het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en artikel 2 van het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

§ 3. Dit artikel is niet van toepassing:

1<sup>o</sup> op het gebied van nationale veiligheid, behalve bij meldingen van onregelmatigheden met betrekking tot regels inzake overheidsopdrachten op defensie- en veiligheidsgebied, voor zover deze voorschriften vallen onder Richtlijn 2009/81/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen door aanbestedende diensten van bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, en tot wijziging van Richtlijnen 2004/17/EG en 2004/18/EG;

2<sup>o</sup> op geclassificeerde informatie;

3<sup>o</sup> op informatie die onder het beroepsgeheim van advocaten of het medisch geheim valt;

4<sup>o</sup> op informatie die valt onder het geheim van de gerechtelijke beraadslagingen;

5<sup>o</sup> op de regels van strafvordering.

Op deze informatie blijven de relevante bepalingen van de wetgeving van de Unie of de nationale wetgeving van toepassing.

**Art. 16.** Elke natuurlijke of rechtspersoon die van mening is dat een website of mobiele applicatie van instellingen van de openbare sector, bedoeld in artikel 13, eerste lid, 2<sup>o</sup>, niet in overeenstemming is met de voorschriften die zijn vastgesteld op grond van richtlijn (EU) 2016/2102 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 over de toegankelijkheid van websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties, kan een klacht indienen bij de Ombudsman.

**Art. 17.** § 1. De Ombudsman kan weigeren een klacht te behandelen indien:

1<sup>o</sup> zij kennelijk ongegrond of van ondergeschikt belang is;

2<sup>o</sup> voor dezelfde feiten en tussen dezelfde betrokken partijen reeds een identieke vordering is ingesteld;

3<sup>o</sup> de klacht betrekking heeft op gebeurtenissen die meer dan een jaar voor de indiening van de klacht hebben plaatsgevonden, zonder rekening te houden met de tijd die nodig is om een gerechtelijk of administratief beroep in te stellen;

4<sup>o</sup> wanneer de eiser klaarblijkelijk geen stappen heeft ondernomen om genoegdoening te bekomen van de openbare instelling bedoeld in artikel 13, 2<sup>o</sup>;

5<sup>o</sup> het om aangelegenheden gaat waarvoor een strafrechtelijke procedure loopt.

§ 2. Een klacht is niet ontvankelijk indien:

1<sup>o</sup> de identiteit van de eiser onbekend is;

2<sup>o</sup> de Ombudsman onbevoegd is;

3<sup>o</sup> het om een geschil gaat tussen een openbare instelling bedoeld in artikel 13, 2<sup>o</sup> en een personeelslid ervan over de uitoefening van zijn ambt.

§ 3. Indien de klacht betrekking heeft op een openbare instelling bedoeld in artikel 13, 2°, die beschikt over een eigen Ombudsman of een eigen instelling die bij wet of decreet bemiddelingsbevoegdheden heeft in een specifiek gebied, stuurt de Ombudsman de klacht binnen een maand na de indiening ervan door naar deze laatste.

§ 4. De Ombudsman kan de behandeling van een klacht voortzetten indien tegen de akte of de feiten beroep is ingesteld bij een administratieve overheid of bij een rechterlijke of administratieve jurisdictie.

De openbare instelling stelt de Ombudsman op de hoogte van het beroep.

Behoudens andersluidende bijzondere bepaling en onverminderd artikel 19, § 3, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, schorst de indiening en het onderzoek van de klacht de termijnen voor het instellen van beroep of verjaring niet op.

#### HOOFDSTUK V. — *Procedure en bevoegdheden van de Ombudsman*

**Art. 18.** § 1. In het kader een klacht tracht de Ombudsman de standpunten van de eiser en de betrokken openbare instelling of overheidsdienst met elkaar te verzoenen.

§ 2. In het geval van een melding ontvangt de Ombudsman de informatie en onderzoekt hij de overtreding. Gedurende de gehele procedure met betrekking tot deze melding waarborgt de Ombudsman de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder, de personen die de melder bijstaan, de personen die betrokken zijn bij het onderzoek, de personen die betrokken zijn bij het onderzoek en, indien van toepassing, elke andere derde partij die in de melding wordt genoemd. Dit geldt ook voor alle andere informatie waaruit de identiteit van bovengenoemde personen direct of indirect kan worden afgeleid.

In afwijking van lid 1 kan de identiteit van de auteur van de melding, met het onderzoek geassocieerde personen, bij het onderzoek betrokken personen of in de melding vermelde derden en alle overige informatie waaruit die identiteit direct of indirect kan worden afgeleid, worden bekendgemaakt:

1° indien de persoon uitdrukkelijk toestemming geeft voor de bekendmaking ervan;

2° met toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering;

3° indien dit noodzakelijk en evenredig lijkt, in het kader van onderzoeken die worden gevoerd door de overheden die belast zijn met het onderzoek naar strafbare feiten of in het kader van gerechtelijke procedures, met het oog op de vrijwaring van de rechten van verdediging van de betrokken personen.

Indien met toepassing van lid 2 de identiteit van een persoon of enige andere informatie waaruit die identiteit direct of indirect kan worden afgeleid, bekend mag worden gemaakt, stelt de Ombudsman de persoon over wie de informatie bekend moet worden gemaakt hiervan vooraf in kennis en geeft hij de redenen voor deze bekendmaking op, tenzij dergelijke voorafgaande informatie lopende onderzoeken of gerechtelijke procedures in gevaar zou brengen.

Eenieder die krachtens dit decreet niet bevoegd is kennis te nemen van een schriftelijk stuk of de daarin vervatte informatie met betrekking tot een melding krachtens dit decreet, en niettemin een dergelijk stuk of dergelijke informatie ontvangt, is onderworpen aan dezelfde vertrouwelijkheidsplicht.

In overeenstemming met artikel 15 § 1, lid 3, geniet de melder de bescherming en bijstand bepaald in de besluiten tot omzetting van de Klokkenuidersrichtlijn, aangenomen door de Regeringen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap.

Onder dezelfde voorwaarden wordt ook bescherming verleend aan de persoon die de meldende persoon bijstaat of die betrokken is bij het onderzoek.

**Art. 19.** Klachten of meldingen worden in het Frans, schriftelijk of mondeling, ingediend op de zetel van de instelling van de Ombudsman of op elke plaats waar de dienst van de Ombudsman aanwezig is.

Ze kunnen in het Duits worden ingesteld voor bevoegdheden die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen.

De Ombudsman bevestigt de ontvangst binnen zeven dagen na ontvangst aan de eiser of de melder.

**Art. 20.** De Ombudsman brengt de eiser of melder binnen een maand na de ontvangstbevestiging schriftelijk op de hoogte van zijn beslissing om zijn klacht of melding al dan niet in behandeling te nemen. De weigering wordt met redenen omkleed.

De Ombudsman stelt de openbare instelling op de hoogte van de klacht of de melding die hij voornemens is te onderzoeken, tenzij dit in het geval van een melding de integriteit van het onderzoek in gevaar zou brengen.

Overeenkomstig artikel 18, paragraaf 2, eerste lid, waarborgt de Ombudsman de vertrouwelijkheid van de identiteit van de meldende persoon, van de personen die de meldende persoon bijstaan en van de personen die bij het onderzoek betrokken zijn, met uitzondering van de in artikel 18, paragraaf 2, tweede lid, bedoelde gevallen.

**Art. 21.** § 1. De Ombudsman kan alle waarnemingen ter plaatse doen, alle documenten en inlichtingen verkrijgen die hij noodzakelijk acht en alle belanghebbenden horen met het oog op de vervulling van zijn opdrachten.

De Ombudsman kan tijdslimieten opleggen aan openbare instellingen waaraan hij vragen stelt.

§ 2. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de Ombudsman, zijn personeel en de deskundigen die hem bijstaan.

Het geheime of vertrouwelijke karakter van documenten die voor de uitoefening van zijn opdracht openbaar moeten worden gemaakt, kan de Ombudsman niet worden tegengeworpen, behalve in het geval van geheimen betreffende de landsverdediging, de staatsveiligheid, de buitenlandse politiek, de communicatie tussen advocaten en hun cliënten en het medisch beroepsgeheim.



§ 3. Alvorens informatie waarover hij beschikt openbaar te maken, beoordeelt de Ombudsman of dit gepast en noodzakelijk is, waarbij hij de betrokken belangen tegen elkaar afweegt.

De Ombudsman houdt zich aan de beperkingen die zijn vastgelegd in de decreten waarin de communicatievoorwaarden zijn vastgelegd met betrekking tot het geheim van de beraadslagingen van de regering en de openbaarheid van bestuur.

**Art. 22.** § 1. Indien de Ombudsman, na ontvangst van de door hem noodzakelijk geachte documenten en inlichtingen, over voldoende aanwijzingen beschikt om te kunnen besluiten dat een personeelslid of een instantie van een openbare instelling als bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°, een onregelmatigheid heeft begaan, stelt hij de van de onregelmatigheid verdachte persoon of instelling in de gelegenheid om zijn argumenten met betrekking tot de ten laste gelegde feiten tijdens een hoorzitting of door middel van een memorandum naar voren te brengen.

In dit stadium zorgt hij ervoor dat de identiteit van deze persoon of instelling vertrouwelijk blijft.

Dit geldt ook voor alle andere informatie waaruit de identiteit van bovengenoemde personen direct of indirect kan worden afgeleid.

Als hij een onregelmatigheid constateert, zelfs als deze niets te maken heeft met de oorspronkelijke melding, stelt hij de openbare instelling hiervan op de hoogte.

§ 2. Wanneer het vastgestelde verzuim of de vastgestelde onregelmatigheid een strafbaar feit is dat een onderzoek door de Procureur des Konings rechtvaardigt, overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering, is paragraaf 1 niet van toepassing zolang de Procureur des Konings het strafbare feit niet heeft geseponereerd.

In geval van een onderzoek of een gerechtelijk onderzoek betreffende een melding schort de Ombudsman de behandeling van de melding op totdat het onderzoek of het gerechtelijke onderzoek is afgesloten.

**Art. 23.** § 1. Tenzij zijn opdracht werd opgeschort, stelt de Ombudsman binnen de drie maanden na de aanhangigmaking een verslag op.

Dit verslag bevat zijn beslissing om:

1° de afwezigheid of het bestaan van een tekortkoming of onregelmatigheid vast te stellen;

2° aanbevelingen te verwoorden aan de mandaathouder van de openbare instelling en aan de verantwoordelijke minister en, indien van toepassing, voorstellen doen om de moeilijkheid of het geschil op te lossen of de werking van de openbare instelling te verbeteren;

3° indien hij in het kader van een klacht vaststelt dat de toepassing van wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen tot onbillijkheden leidt, aan de betrokken openbare instelling elke aanbeveling te doen die een billijke regeling van de toestand van de eiser mogelijk maakt, aan de openbare instelling elke maatregel voor te stellen die hij geschikt acht om de toestand te verhelpen, zonder evenwel afbreuk te doen aan artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en de wijzigingen voorstellen die hij geschikt acht in wettelijke, decretale of reglementaire teksten; tegelijkertijd brengt hij de bevoegde minister op de hoogte van zijn bevindingen;

4° in voorkomend geval, in het kader van een melding, elke maatregel aan de openbare instelling voor te stellen, met inbegrip van het eventueel instellen van een tucht- of ontslagprocedure tegen het personeelslid dat een onregelmatigheid heeft begaan;

5° in geval van meldingen, indien is vastgesteld dat de auteur opzettelijk valse informatie heeft gerapporteerd of publiekelijk bekend heeft gemaakt, aan de openbare instelling elke evenredige en afschrikkende sanctie voor te stellen die hij passend acht en, in voorkomend geval, maatregelen om de eventuele schade te vergoeden.

§ 2. Wanneer in het geval van meldingen, de dringendheid waarvan wordt beoordeeld binnen vijf dagen nadat de zaak aan de Ombudsman is voorgelegd, wordt de termijn waarbinnen het in paragraaf 1 bedoelde verslag moet worden opgesteld, teruggebracht tot één maand.

Indien de Ombudsman het door de eiser aangevoerde spoedeisend karakter afwijst, motiveert hij zijn beslissing.

§ 3. Door middel van een met redenen omklede beslissing kan de Ombudsman de in paragraaf 1 genoemde termijn met een verlengbare periode van drie maanden verlengen.

De termijn kan slechts eenmaal worden verlengd voor meldingen.

§ 4. Het verslag wordt meegedeeld aan de openbare instelling en, indien de toestand dit vereist, aan de verantwoordelijke minister.

De Ombudsman stelt de eiser of melder en, indien van toepassing, de in artikel 13 bedoelde persoon, dienst of instelling binnen een maand na ontvangst van de melding in kennis van het gevolg dat aan de klacht of melding is gegeven.

**Art. 24.** De Ombudsman kan de geldigheid van een rechterlijke beslissing niet in twijfel trekken, maar mag aanbevelingen doen aan de betrokken openbare instelling.

Hij kan ook, in geval van niet-naleving van een rechterlijke beslissing die kracht van gewijsde heeft gekregen, de betrokken openbare instelling verzoeken om de beslissing na te leven binnen een door de Ombudsman vastgestelde termijn. Indien geen gevolg wordt gegeven aan dit verzoek, zal over de niet-naleving een bijzonder verslag worden bekendgemaakt op de website van de Ombudsman en in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 25.** De Ombudsman wordt in kennis gesteld van het resultaat van de door hem behandelde klachten.

Als een openbare instelling van mening is dat een aanbeveling van de Ombudsman niet in aanmerking moet worden genomen, stuurt ze hem een gemotiveerd antwoord toe.

Als binnen de door de Ombudsman gestelde termijn geen bevredigend antwoord is ontvangen, kan hij zijn bevindingen en aanbevelingen openbaar maken.

De betrokken openbare instelling kan haar reactie en, indien van toepassing, de naar aanleiding van het verslag van de Ombudsman genomen beslissing openbaar maken.

De openbare instelling houdt de eiser periodiek op de hoogte van het gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven.

**Art. 26.** Teneinde de naleving van de bepalingen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te waarborgen, ziet de Ombudsman erop toe dat in de documenten en verslagen die onder zijn gezag worden doorgezonden en bekendgemaakt, geen melding wordt gemaakt van personen wier identiteit in verband met de behandeling van een klacht of de indiening van een verslag aan hem bekend kan zijn gemaakt.

Met uitzondering van de in artikel 18, § 2, tweede lid, bedoelde gevallen, wordt de identiteit van de eisers of meldende personen, van de personen die de meldende persoon bijstaan en van de personen die betrokken zijn bij het onderzoek, niet vermeld in de doorgezonden en bekendgemaakte documenten en verslagen, met uitzondering van de identiteit van de personeelsleden die een overtreding of onregelmatigheid hebben begaan in het verslag dat aan de gemachtigde vertegenwoordiger van de openbare instelling wordt gezonden.

Dit geldt ook voor alle andere informatie waaruit de identiteit van bovengenoemde personen direct of indirect kan worden afgeleid.

De identiteit van de meldende persoon, de personen die de meldende persoon bijstaan, de personen die betrokken zijn bij het onderzoek, het personeelslid dat in gebreke is gebleven en alle andere in dit artikel bedoelde informatie kunnen aan de Procureur des Konings of de onderzoeksrechter worden meegedeeld in geval van een onderzoek of gerechtelijk onderzoek en in het kader van een Parlementaire enquête.

Indien met toepassing van lid 3 de identiteit van een persoon bekend mag worden gemaakt, stelt de Ombudsman de persoon op wie de bekendmaking betrekking heeft hiervan van tevoren in kennis, met opgave van redenen, tenzij dergelijke voorafgaande informatie lopende onderzoeken of gerechtelijke procedures in gevaar zou brengen.

**Art. 27.** De Ombudsman stelt een huishoudelijk reglement op waarin de procedures voor de behandeling van klachten en meldingen en voor de werking van zijn dienst worden vastgesteld.

Het wordt goedgekeurd door de Parlementen en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 28.** Uiterlijk op 30 juni dient de Ombudsman bij de Parlementen een jaarverslag in over zijn werkzaamheden tijdens het voorgaande kalenderjaar.

Dit verslag bevat de aanbevelingen voor maatregelen die de Ombudsman gepast acht en beschrijft eventuele moeilijkheden die hij bij de uitvoering van zijn opdrachten ondervindt.

De Ombudsman kan tussentijdse verslagen uitbrengen.

De verslagen worden openbaar gemaakt door de Parlementen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Informatie- en gegevensbeheer*

**Art. 29.** § 1. De Ombudsman is de verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de afhandeling van klachten en meldingen in de zin van artikel 4, 7) van de AVG.

§ 2. De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1 zijn:

1° identificatie- en contactgegevens zoals naam, voornaam, telefoonnummer, e-mailadres, postadres, huisadres, enz;

2° gegevens met betrekking tot het beroep en de betrekking, zoals de naam van de werkgever, de arbeidsplaats en de dienst, het ambt, de activiteiten en de behandelde dossiers, de arbeidsovereenkomst, de akte van benoeming of de dienstovereenkomst;

3° gegevens met betrekking tot burgerlijke en administratieve geschillen, burgerlijke, strafrechtelijke en administratieve veroordelingen, strafbare feiten of aanverwante veiligheidsmaatregelen;

4° gegevens met betrekking tot gezondheid, geslacht, afkomst, politieke, vakbonds-, religieuze of filosofische opvattingen.

De Ombudsman verwijdert onverwijld alle duidelijk irrelevante persoonsgegevens die per ongeluk zijn verzameld.

§ 3. De Ombudsman beperkt de toegang tot persoonlijke informatie en gegevens tot personen die onder zijn gezag of namens hem optreden en die dergelijke informatie en gegevens nodig hebben om de hun opgedragen opdrachten uit te voeren.

De categorieën personen die toegang hebben tot de specifieke persoonsgegevens waarnaar wordt verwezen in de artikelen 9 en 10 van de AVG worden aangewezen door de Ombudsman, met een nauwkeurige beschrijving van hun ambt met betrekking tot de verwerking van de gegevens in kwestie.

Een lijst van de aldus aangewezen categorieën van personen wordt ter beschikking gesteld van de gegevensbeschermingsoverheid.

§ 4. De Ombudsman maakt op de website van de dienst de vertrouwelijkheidsregelingen die van toepassing zijn op klachten en meldingsregeling bekend als bedoeld in hoofdstuk IV en de informatie met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens als bedoeld in de artikelen 13 en 14 van de AVG.

§ 5. Een Ombudsman die overeenkomstig de artikelen 14 tot en met 16 een bijeenkomst met een eiser of melder heeft, legt deze bijeenkomst met de instemming van de eiser of melder vast in:

a) een geluids- of video-opname;

b) een proces-verbaal opgesteld door het personeelslid dat verantwoordelijk is voor de verwerking van het verzoek.

De eiser of de melder die ontmoet werd, controleert, corrigeert en keurt de notulen goed door ze te ondertekenen.

**Art. 30.** - De Ombudsman bewaart de dossiers met betrekking tot de in hoofdstuk IV bedoelde klachten en meldingen gedurende een periode van vijf jaar vanaf de datum van het in artikel 23 bedoelde verslag.

De Ombudsman mag een dossier echter bewaren tot een in kracht van gewijsde gegane beslissing is uitgevoerd als hij op de hoogte is van gerechtelijke procedures die direct of indirect verband houden met de inhoud van het dossier.

#### HOOFDSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

**Art. 31.** Elke persoon bedoeld in artikel 15, § 1, die onderworpen is aan het beroepsgeheim krachtens artikel 458 van het Strafwetboek of een wetgeving of reglement van het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschap, is ontheven van zijn geheimhoudingsplicht, op voorwaarde dat de melding te goeder trouw aan de Ombudsman gebeurt onder de voorwaarden en volgens de procedure bepaald in dit gezamenlijk decreet.

De opheffing van het beroepsgeheim geldt ook voor eenieder die de indiener van de melding bijstaat of betrokken is bij het onderzoek van een melding als bedoeld in artikel 15, mits hij of zij te goeder trouw handelt.

Deze bepaling geldt onverminderd de bescherming van de nationale veiligheid, de bescherming van gerubriceerde informatie, de bescherming van het beroepsgeheim van advocaten, het medisch geheim, het geheim van gerechtelijke beraadslagingen en de bescherming van de regels inzake de strafrechtsprocedure.

Onder goede trouw wordt verstaan de toestand waarin de meldende persoon, de persoon die de meldende persoon bijstaat of de bij het onderzoek betrokken persoon gegronde redenen heeft om aan te nemen dat de meegedeelde informatie gegronnd is en noodzakelijk is om een vastgestelde of vermoede onregelmatigheid bij een openbare instelling aan het licht te brengen, zoals bedoeld in artikel 13, lid 1, 1<sup>o</sup>.

**Art. 32.** Elk voor het publiek bestemd document, met inbegrip van de kennisgeving van een administratieve beslissing van individuele aard waartegen beroep kan worden aangetekend bij de Raad van State of een andere administratieve jurisdictie, alsook elke website die door de in artikel 13 bedoelde openbare instellingen wordt opgericht en die tot doel heeft het publiek te informeren, maakt melding van het bestaan van de Ombudsman, de voorwaarden waaronder hij kan tussenkomen en zijn contactgegevens.

In de kennisgeving waarnaar in lid 1 wordt verwezen, wordt duidelijk onderscheid gemaakt tussen administratief beroep en aanhangigmaking bij de Ombudsman.

De gevolgen van een administratief beroep en een aanhangigmaking bij de Ombudsman worden duidelijk uiteengezet.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

**Art. 33.** De Parlementen oefenen hun bevoegdheden gezamenlijk uit voor alle aangelegenheden die hun door dit decreet worden toevertrouwd.

De Parlementen regelen hun onderlinge samenwerking in het kader van dit decreet.

**Art. 34.** De Ombudsdienst zoals opgericht door dit gezamenlijk decreet neemt de rechten en plichten over van de Ombudsdienst zoals ingesteld door het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tot oprichting van een gemeenschappelijke Ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

**Art. 35.** Het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, het decreet van 17 maart 2011 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, het decreet van 31 maart 2011 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en het decreet van 31 maart 2011 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest worden opgeheven.

**Art. 36.** Dit gezamenlijk decreet treedt in werking drie maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 juli 2023.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2022-2023.*

Stukken van het Waals Parlement 1043 (2022-2023) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juli 2023.

Bespreking.

Stemming.